



La réindustrialisation au prisme de l'économie politique internationale.

Enjeux pour la Wallonie.

Xavier Dupret

Octobre 2026

106.067 signes

Table des matières

Introduction.....	4
Une question vitale pour la Wallonie	6
La fin d'un monde ?	10
Un problème capital	14
Les racines historiques d'une autre logique économique	23
Réflexion sur le rôle de l'État face aux marchés.....	35
Finance, industrie : un autre réglage à faire advenir	38
Conclusion	43

Table des illustrations

Figure 1. Comparaison des coûts de production des énergies renouvelables et du nucléaire (2009-2025).....	17
Figure 2. Évolution de l'emploi industriel aux États-Unis depuis janvier 2025 (milliers d'unités), y compris les postes de cadres et d'employés	21
Figure 3. Bilan de la violence politique de masse en Chine (1851-1989).....	34
Figure 4. Actionnariat et chiffre d'affaires du top 20 des grands groupes chinois (2024)	36
Figure 5. Évolution du PIB/capita et du coefficient de Gini en Chine (1990-2023).....	37

Introduction

Ré-in-dus-tri-a-li-sa-tion. Le mot est sur toutes les lèvres aujourd'hui. Pour autant, on ne se bercera pas d'illusions. Les ACEC ne sont pas près de rouvrir à Charleroi demain. Pour autant, personne ne remettra en cause l'idée que sauver l'existant, voire ajouter des postes de travail supplémentaires à ce dernier est intéressante. La chose est d'autant plus envisageable que la Wallonie a déjà enrayé présentement son déclin industriel. Pour le surplus, vu le prix au m² en Région wallonne, les perspectives d'avenir pour l'industrie wallonne sont prometteuses. À côté de cet avantage comparatif, on n'omettra pas non plus d'évoquer les niveaux élevés de productivité et de qualification de la main-d'œuvre locale, ces deux aspects étant assez étroitement corrélés entre eux.

La chose est évidemment importante. En effet, elle permet, comme nous le démontrerons, de rompre avec le préjugé selon lequel la Wallonie doit, à tout prix, envisager une pause climatique pour faire redémarrer ses productions industrielles. C'est une bonne nouvelle, en ces temps de climatorelativisme au pouvoir à Namur.

C'est que la question de la réindustrialisation ne tombe pas du ciel. Elle relève d'autant moins de l'arbitraire que de profondes réorganisations de l'architecture de la puissance sont déjà en train de remodeler la planète. Plus précisément, le monopole d'influence de la puissance américaine, qui s'était imposé en lieu et place du duopole de la guerre froide face à l'Union soviétique, semble assez clairement s'effacer aujourd'hui au profit d'un monde multipolaire, monde dans lequel la Chine va jouer un rôle de plus en plus important, spécialement dans le domaine des grandes industries structurantes de demain.

Le mode de régulation d'une puissance dominante tend historiquement à devenir une référence mondiale. Aussi peut-on penser que certains traits structurels du socialisme de marché pourraient être copiés çà et là à l'échelle du vaste monde. De ce point de vue, la création d'outils financiers spécifiques ou certains concepts stratégiques de politique industrielle attestent d'une volonté, quoique de façon encore très balbutiante et peu coordonnée, de voir les pouvoirs publics jouer un rôle plus important dans les affaires industrielles en Europe. Alors qu'en Europe et en Amérique du Nord, l'emprise des logiques financiarisées court-termistes limite fortement les investissements industriels tant les retours sur investissement exigés par le capital sont importants, il s'agit là d'un élément de réflexion dont il est important de discerner les prolongements opérationnels.

Cependant, il faut pouvoir remettre les choses dans leur contexte. Voilà pourquoi un long développement de cette étude concerne la modernisation de la Chine continentale à partir de 1949 et le déferlement de violence qui a accompagné ce mouvement historique. Il permet de

comprendre que, contrairement au Vieux Continent, l'émergence d'une paix civile structurelle au XX^e siècle en Chine n'a pas eu pour origine une incitation à une intensification du pôle privé de l'activité économique. Voilà pourquoi un financement de l'activité industrielle en dehors d'une référence à des prix de marché, un élément clé du socialisme de marché, se heurtera inexorablement à des pans entiers de la réglementation européenne, notamment celle relative aux aides d'État.

Une question vitale pour la Wallonie

On ne peut que constater le déclin de l'industrie wallonne depuis la sortie des Trente Glorieuses en 1975. Pour situer cette profonde transformation socioéconomique, commençons par situer l'importance de l'industrie au sein de l'économie wallonne.

En Wallonie, la part de l'industrie (en intégrant la construction) se situait au niveau de 23,4 % de la valeur ajoutée brute en 2024. Ce niveau est légèrement inférieur à la part de l'industrie en Flandre (23,7 %). Depuis 1975, la part de l'industrie s'est petit à petit érodée dans les trois régions du pays.

En Wallonie, le poids de l'industrie est passé de 26,0 % en 2003 à 23,4 % en 2024. C'est en Flandre que la diminution de l'activité industrielle a été la plus prononcée ces dernières années. La part du secteur secondaire flamand est, en effet, passée de 30,7 % en 2003 à 23,7 % en 2024. Si l'on compare les trajectoires de la Flandre et de la Wallonie, on note, au sud du pays, une capacité à retenir des capacités industrielles plus importante qu'en Flandre. Les chiffres sont, en effet, des plus clairs.

La Flandre a perdu 7 points de pourcentage (p. p.) de valeur ajoutée brute du côté de ses industries contre 2,6 (p. p.). La désindustrialisation en Belgique est donc aujourd'hui davantage le fait de la Flandre que de la Wallonie¹.

Un des ressorts classiques des discours de droite en Wallonie consiste à opposer la Wallonie grévicultrice détruisant ses opportunités d'avenir à une Flandre, plus prospère car plus à l'écoute de son patronat et de ses PME. Nous pouvons constater que ce discours n'est nullement corroboré par les données chiffrées récentes.

À vrai dire, les tendances contrastées de la Flandre et de la Wallonie plaident davantage pour un maintien des politiques de transition. Cette hypothèse est confirmée par les destins contrastés des industries wallonne et flamande.

Pendant que le secteur secondaire flamand accusait des pertes sévères du côté de ses industries, la valeur ajoutée industrielle à prix constants a été plus élevée en Wallonie qu'au nord du pays, 2 % par an en moyenne côté wallon entre 1995 et 2023, contre seulement 1,1 % de l'autre côté de la frontière linguistique².

Il s'agit là d'un tournant historique majeur. Jusqu'au milieu du siècle dernier, la Wallonie disposait d'une industrie florissante. À partir de la seconde moitié des années 1950, le

¹ IWEPS, Part de l'industrie de la valeur ajoutée brute, mars 2025. URL : <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/tissu-sectoriel-de-leconomie-wallonne/>. Date de consultation : 31 août 2026.

² Johan Van Gompel (KBC group), A macroeconomic look at Belgian industry. Current situation in a historical and European perspective, Research report, 3 décembre 2024.

remplacement du charbon par d'autres sources d'énergie primaire a provoqué une crise profonde de l'industrie charbonnière wallonne.

Dans les années 1960, l'intégration économique européenne naissante a favorisé la restructuration des industries lourdes de base, qui se sont progressivement délocalisées vers des pays à bas salaires. Ce phénomène a érodé la compétitivité de ce segment des activités en Wallonie. Parallèlement, la reconversion industrielle y a été freinée par une politique gouvernementale défensive, visant à protéger les activités industrielles existantes et à subventionner les entreprises en difficulté.

Il est vrai que contrairement à d'autres régions de vieille industrialisation comme les Hauts-de-France, la Wallonie ne pouvait guère compter sur la solidarité des autres régions du pays en pleine croissance. Au sein de l'Hexagone, personne n'a, par exemple, jamais dit « plus un franc de l'Île-de-France pour l'acier du Nord ». Quand on est seul face au monde et que le sol se dérobe sous nos pieds, on s'accroche à ce qu'on a. Voilà pourquoi, dans les années 1980, cette structure de production peu diversifiée a fortement éprouvé l'économie wallonne. En fin de compte, l'industrie sidérurgique et métallurgique en Wallonie a connu d'importantes rationalisations, et sa part dans la valeur ajoutée totale de la région est tombée bien en deçà de celle observée en Flandre.

À partir des années 1990, le phénomène d'internationalisation des échanges s'est intensifié. La pression de la concurrence internationale est allée croissante et a contraint les entreprises à accroître la productivité du travail pour compenser les coûts salariaux plus élevés que dans les pays à dumping salarial. De plus, à partir du milieu des années 1990, ces coûts ont de nouveau augmenté plus rapidement que chez les principaux partenaires commerciaux, lesquels étaient enclins à jouer la carte de la compression salariale faute d'Europe sociale. À partir de cette époque, on doit signaler une érosion de l'emploi dans les grands secteurs industriels flamands, entraînant notamment des pertes d'emplois importantes dans le textile, l'automobile et la construction mécanique.

Depuis, la Wallonie, en revanche, a réussi à ralentir le déclin industriel. C'est ainsi que la région longtemps présentée comme l'homme malade de la Belgique et du Benelux a pu limiter la baisse de l'emploi industriel à une moyenne de 0,68 % par an sur la période 1995-2023, contre 0,94 % par an en Flandre. En 2023, la part du secteur secondaire dans la valeur ajoutée (à prix courants) a atteint un niveau quasi identique dans les deux régions (un peu moins de 15 %, selon les estimations du Bureau fédéral du Plan)³.

³ DUMONT, M. (2021). "Business dynamics and productivity in Belgium", Bureau Fédéral du Plan & Conseil national de la productivité, rapport annuel 2023.

Bref, alors que l'on nous vend, à droite, le mythe d'une rupture présentée comme « nécessaire » avec les politiques de transition pour connaître à nouveau un âge d'or industriel, on s'aperçoit que ce sont les industries du monde d'avant qui plombent la croissance industrielle en Flandre aujourd'hui. Il n'est donc pas nécessaire de rompre avec un sain réflexe de prudence climatique pour envisager un rebond de l'industrie wallonne. C'est évidemment une bonne nouvelle.

Pour l'heure, le principal atout de la Wallonie reste le prix assez bas au m² du terrain. Pour situer les différences entre les régions du pays, on mentionnera que le m² wallon est le moins cher de tout le Benelux. Par comparaison avec le reste de la Belgique, on peut voir que le prix moyen au m² s'élève à 128 € en Wallonie, 429 € en Flandre et 310 € en Belgique. Ces écarts confirment une hypothèse de rareté des zones constructibles en Flandre aujourd'hui. On notera toutefois d'importantes disparités à l'intérieur de la région wallonne. En effet, les prix au m² dans le Hainaut et à Liège s'élèvent respectivement à 144 et 137 euros contre 215 euros dans le Brabant wallon⁴.

Dans ces conditions, il est raisonnable de miser sur un rattrapage industriel wallon à l'avenir. En effet, une stratégie de réindustrialisation est formulée aujourd'hui à l'échelle européenne et vise, d'après la Commission, à faire remonter la part de l'industrie dans l'économie européenne à 20 % du PIB européen d'ici 2035, contre 14 % aujourd'hui. Cette stratégie semble corroborée par des études empiriques de terrain. En effet, il semblerait que dans ce contexte, la réindustrialisation, en tant que renversement stratégique de décennies de délocalisations, se soit imposée comme l'un des impératifs majeurs pour les entreprises transnationales au milieu des années 2020. Selon le rapport 2025 du Capgemini Research Institute, 55 % des organisations européennes ont investi, cette année-là, soit dans le *nearshoring* (rapprochement géographique de la production), soit dans une combinaison de *nearshoring* et de relocalisation de leurs productions manufacturières⁵. Portée par la volonté de réduire l'exposition aux risques géopolitiques, de sécuriser les chaînes d'approvisionnement, de faire face aux droits de douane mais aussi de respecter les engagements en matière de durabilité, cette tendance à la relocalisation devrait connaître une progression notable à l'avenir.

L'anticapitalisme de salon y verra sans doute une menace car dans ce genre de milieux, tout est menace. En cause l'idée que le capitalisme a toujours pu choisir entre les stratégies d'achat

⁴ La raréfaction des terrains à bâtir conduit inévitablement à une hausse des prix, 30 août 2023.
URL: <https://www.notaire.be/actualites/la-rarefaction-des-terrains-batir-conduit-inevitablement-une-hausse-des-prix>. Date de consultation : 31 août 2026.

⁵ Capgemini, Reindustrialization moves into a more selective, strategic phase in Europe and the US, 20 avril 2026.

de prestations externalisées (la sous-traitance) et l'intégration verticale (les productions « maison »), rendant la perspective de réindustrialisation aléatoire. On fera œuvre utile en rappelant que le capitalisme n'a pas toujours eu ce choix et que des fluctuations peuvent exister en ce domaine.

Au XIX^e siècle, un manque de standardisation des procès impliqués empêche la dispersion de la production. De surcroît, les coûts de transport et de communication étaient particulièrement élevés à cette époque. Par conséquent, la coordination des fournisseurs externes était donc malaisée. De surcroît, le putting-out system (travail à domicile artisanal) a été recentralisé dans des manufactures à des fins de surveillance de la main-d'œuvre. Les gains de productivité réalisés ont permis de rentabiliser les machines à vapeur.

Dès l'aube du XX^e siècle, le capitalisme triomphant (le fordisme) a délibérément choisi de ne pas sous-traiter en pratiquant radicalement une intégration verticale. C'est ainsi qu'Henry Ford possédait ses propres mines de fer, ses plantations de caoutchouc et ses lignes de chemin de fer. La raison en est le manque de maturité des marchés extérieurs pour répondre aux cadences de la production de masse. Les solutions « maison » constituaient alors l'unique manière de sécuriser la fluidité du montage. Ce modèle va perdurer jusqu'au dernier quart du XX^e siècle.

À cette époque, la sous-traitance peut se généraliser en lien avec plusieurs éléments infrastructurels particulièrement déterminants. En premier lieu, la révolution numérique va permettre une modification des règles du jeu logistique. Le développement de l'informatique et d'Internet a permis une baisse drastique des coûts de transaction. Du côté du transport, les grands conteneurs, mis en œuvre à partir des années 1960, vont permettre une baisse importante des coûts de transport. Du côté de la standardisation, on note une tendance à l'homogénéisation à l'échelle mondiale des procès avec la diffusion des normes ISO. Grâce à ces dernières, commander une pièce ou un outil à l'autre bout du monde ne constituait plus un acte de foi. C'est ainsi que le capitalisme contemporain a basculé vers une configuration où l'entreprise garde la R&D, le marketing, les services juridiques et la gestion de trésorerie tout en externalisant la totalité de la production physique. Avoir l'idée mais plus l'usine, à l'instar de Nike, exemple archétypique, est devenu une solution praticable.

C'est peu dire que depuis 5 ou 6 ans, la mondialisation de l'économie capitaliste n'a plus rien d'une histoire tranquille. À cet égard, on fera valoir que l'intégration verticale ou la sous-traitance ne relèvent nullement de choix mais de contraintes de gestion. Les perturbations bien réelles des chaînes de valeur mondiales conduisent à des choix davantage contraints aujourd'hui qu'hier. La sous-traitance à bas coût dans des pays lointains reposait sur une fluidité géopolitique et logistique maximales. Les pénuries (semi-conducteurs, principes actifs

pharmaceutiques) et les tensions géopolitiques ont fragilisé en profondeur ce système. Afin de sécuriser leurs composants stratégiques, des grands groupes commencent à choisir de réintégrer en partie leurs productions à proximité de leurs marchés. C'est ainsi que les constructeurs automobiles (comme Volkswagen ou Stellantis) concentrent aujourd'hui massivement des investissements dans leurs propres usines de batteries afin de ne plus dépendre entièrement de sous-traitants chinois.

L'automatisation, la robotisation et l'intelligence artificielle vont faire baisser la part des salaires dans la production, rendant moins attrayante l'application de solutions à forte intensité de main-d'œuvre à faibles coûts salariaux. Il est aujourd'hui établi par Capgemini que « la technologie joue un rôle croissant dans la réussite de la réindustrialisation. Le rapport révèle qu'une grande majorité (87 %) des organisations prévoient d'investir dans des technologies de fabrication de pointe, notamment l'IA, l'automatisation et les jumeaux numériques, afin de compenser les coûts de production plus élevés qu'entraîne une implantation plus proche des marchés finaux »⁶.

En outre, quand une zone de consommation de masse comme l'Europe se fait respecter en imposant des valeurs éthiques au commerce international, le bilan carbone du transport de marchandises ou le manque de responsabilité sociale chez certains sous-traitants peuvent entraîner des pénalités financières majeures. Pour toutes ces raisons, balayer d'un revers de la main l'hypothèse d'une reprise modérée de la concentration verticale des grands groupes européens n'a aucun sens et correspond à un travers idéologique un peu inquiétant.

La fin d'un monde ?

En fin de compte, la montée des périls géopolitiques questionne un élément de feu « la mondialisation heureuse », pour reprendre le titre de l'ouvrage déjà ancien d'un célèbre essayiste parisien⁷, à savoir la division internationale du travail menée sous la baguette des marchés financiers. Ce processus, que Minc présentait, non sans un bel aplomb idéologique, comme relevant de l'inéluctabilité historique, pose problème en ce sens qu'il constitue une source de vulnérabilités. Ne plus produire, par exemple, d'acier en Europe, c'est potentiellement s'exposer à ce qu'en cas de frictions ou de contradictions, le Vieux Continent puisse être victime de rétorsions. Ce scénario, qui, fort heureusement, ressemble (pour l'heure ?) à de la politique fiction, ne peut plus être écarté d'un revers de la main. En effet, il existe, dans d'autres domaines, des restrictions aux exportations de la part de grands acteurs

⁶ Capgemini, *ibid.*

⁷ MINC, A. (1997). *La Mondialisation heureuse. La France sera-t-elle le mauvais élève de la modernité ? Elle mérite mieux*, Paris, Plon.

mondiaux. Les licences aux exportations de terres rares décidées il y a un an par la Chine constituent sans doute l'exemple le plus édifiant dans ce domaine.

Le mot d'ordre de la réindustrialisation que l'on entend partout de nos jours ne tombe donc pas du ciel. On notera, avec intérêt, que ce discours revêt un certain caractère d'urgence. Pour revenir à notre exemple précédent de l'acier, on mentionnera que l'Europe n'est plus en situation d'autosuffisance. En 2008, la production européenne d'acier était de 180 millions de tonnes contre 130 millions de tonnes douze ans plus tard. À elle seule, la crise de la Covid-19 ne permet pas d'expliquer cet effondrement de l'ordre de 30 %. Il est, à ce propos, parfaitement vérifiable que depuis le pic de la demande d'acier remontant aux années 1970, l'Europe a perdu des capacités, qu'elle n'est jamais parvenue à reconstituer. C'est ainsi qu'au cours de la décennie qui a suivi la crise financière de 2007-2008, la sidérurgie européenne a fermé des sites pour un niveau équivalent à 22 millions de tonnes. Dans la foulée, 80.000 emplois directs ont été supprimés dans la filière⁸. Cette belle liste des réjouissances n'est, de surcroît, pas terminée.

En effet, depuis l'entrée en guerre de la Russie et de l'Ukraine, il est de notoriété publique que les prix des produits énergétiques sont significativement plus élevés en Europe que dans le reste du monde. À l'heure où ces lignes étaient écrites (14 août 2026), le prix d'un mégawattheure (MWh) de gaz, sur la bourse virtuelle des Pays-Bas faisant autorité en Europe, se situait à un niveau de 60,400 euros. Les perspectives d'une diminution rapide des prix s'avéraient, à la mi-août, particulièrement illusoires avec des *futures* (des contrats portant sur les mois à venir) ne redescendant (légèrement) en dessous de la barre des 45 euros le MWh qu'à partir d'avril 2027. Pour retrouver des prix comparables à ceux de la fin de l'année 2025 et du début de 2026, c'est-à-dire un niveau oscillant dans une bande entre 27,15 et 28,68 euros, on doit attendre la fin de l'année 2028⁹. Après les perturbations en 2022 des relations entre la Russie et l'Europe occidentale, la guerre entre l'Iran et les États-Unis ayant entraîné un blocage du côté du détroit d'Hormuz a, de nouveau, fait peser de tout son poids une étouffante chape de plomb sur l'économie européenne. Pour comprendre ce point, il faut tenir compte du fait que les importations de gaz russe ont été remplacées par d'importantes quantités de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des États-Unis. Or, les difficultés de navigation au niveau du détroit d'Hormuz ont eu pour conséquence de réorienter une partie de la demande asiatique vers les États-Unis. Le Qatar, pour mémoire, exportait, en 2024, près de 90 % de son gaz aux grandes puissances asiatiques, à commencer par la république populaire

⁸ La Tribune, *Acier : la dangereuse dépendance de l'Europe*, article mis en ligne le 21 mai 2021.

⁹ Dutch TTF Natural Gas Futures, date de consultation : 14/08/26. URL: <https://shorturl.at/6Z83T>.

de Chine (27,4 % des exportations qataries pour 12,2 milliards de dollars US) et l'Inde (10 milliards de dollars américains et 22,3 % des exportations du Qatar)¹⁰.

De surcroît, si le conflit devait entrer dans une nouvelle phase de combats au point de pouvoir s'étendre dans tout le Moyen-Orient tout en continuant à bloquer le détroit, les marchés pétroliers, déjà sous forte tension en raison de pénuries de produits raffinés, pourraient connaître une véritable flambée des prix du brut. La chose tombe sous le sens. De ce point de vue, le pacte de défense conclu entre l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Pakistan à La Mecque au début du mois d'août témoigne, vu les contradictions existant entre ces trois puissances, d'un approfondissement de la dynamique de déstabilisation de la région, ce qui constitue un mauvais présage pour l'avenir¹¹.

Cependant, même en cas de désescalade dans la région, un risque persistera en ce qui concerne le transport de marchandises précisément via le détroit d'Hormuz, le passage par ce dernier étant soit directement contrôlé par l'Iran, soit, à tout le moins, susceptible d'être perturbé par la République Islamique à tout moment. Un scénario plus optimiste dans les mois à venir relève purement et simplement d'une vue de l'esprit, à moins d'un revirement politique majeur et, au demeurant, parfaitement improbable à Téhéran. Pour l'Europe, il s'agit d'une très mauvaise nouvelle. Le GNL a, en effet, suivi une trajectoire similaire à celle du pétrole, bien qu'il s'agisse de deux produits très différents. Le blocage du détroit d'Hormuz et les frappes iraniennes contre les installations de GNL dans la zone ont porté un coup d'arrêt aux exportations qataries, lesquelles représentent aujourd'hui, *grosso modo*, 20 % de l'offre mondiale.

Cependant, la hausse des prix du gaz naturel s'est avérée moins importante que ce que l'on pouvait redouter au début du conflit. C'est ainsi que les prix du gaz ont doublé en Europe, passant d'environ 35 à 70 dollars le MWh. Il s'agit là de tarifs se situant à un niveau bien inférieur aux sommets atteints en 2022 autour des 350 dollars/MWh, dans les semaines qui suivirent l'entrée en force des troupes russes sur le territoire ukrainien. Depuis quatre ans, les choses ont évolué du côté de l'offre de gaz liquéfié. De nombreux sites industriels de liquéfaction ont vu le jour aux États-Unis de manière à répondre au souci des Européens de pouvoir compter sur des sites d'approvisionnement situés dans des pays « amis ». Depuis l'élection de Donald Trump, on peut sérieusement se poser la question de savoir si les États-Unis sont toujours autant nos alliés que par le passé. Cela dit, l'affairisme inhérent à l'idéologie MAGA protège relativement bien l'industrie du Vieux Continent contre une

¹⁰ OEC, Qatar, 2024, URL : <https://oec.world/en/profile/country/qat>.

¹¹ *Mecca Agreement: an injury to one butcher is an injury to all*, Red Lens – Serge Jordan's Substack, 11 août 2026. URL: <https://shorturl.at/ZdIAp>. Date de consultation : 17/08/2026.

immixtion du Politique, et plus particulièrement de la Maison-Blanche, dans les exportations de GNL.

Ce développement outre-Atlantique a permis de compenser près de la moitié des volumes de GNL d'importation qatarie. D'autres pays producteurs, comme la Malaisie ou le Nigeria, ont augmenté le volume de leurs livraisons de GNL. Ce phénomène s'explique par une réorientation des flux internes en Asie. On note, en effet, dans cette région du monde, un mouvement de retour vers le charbon, lequel ne va évidemment guère contribuer à une amélioration des données climatiques, et c'est peu de le dire. Cette tendance a été, en partie, compensée par une réduction locale de la consommation. Cette fragilité de la demande solvable sur le continent asiatique a permis, jusqu'à présent, à l'Europe de tirer son épingle du jeu. Outre ce recours aux nouvelles filières d'importation mises en place depuis 2022, une amélioration de l'usage des énergies renouvelables doit encore être signalée. Toutefois, cette solution d'avenir n'a pas été suffisamment déployée sur le Vieux Continent. Voilà pourquoi ce dernier a dû batailler ferme avec l'Asie pour mettre la main sur une ressource fossile en voie de raréfaction. Par conséquent, les Européens ont été contraints de puiser dans des réserves déjà bien basses. Au total, ce cocktail de crise n'a pas été à même d'empêcher que la remontée des prix contraigne les entreprises à réduire leurs volumes de production¹².

Pour le moment, à l'heure de faire les comptes, il est clair, en évoquant, par exemple, la sidérurgie, que les récents événements au Moyen-Orient ne font qu'aggraver une situation déjà bien compliquée depuis l'entrée en guerre de l'Ukraine. C'est ainsi qu'EUROFER, soit la fédération regroupant à l'échelle de l'Europe les producteurs d'acier, nous apprenait dans son dernier rapport que « la production d'acier brut de l'UE a reculé de 2,3 % en 2025 pour atteindre son niveau le plus bas jamais enregistré, soit près de 60 millions de tonnes de moins qu'avant la crise financière de 2008 »¹³. Il est vrai que depuis 2022, le prix du MWh est resté sensiblement plus élevé en Europe qu'avant la période Covid. Par exemple, en 2025, alors que la situation était décrite comme en voie de normalisation, le MWh continuait à se payer à l'intérieur d'une bande oscillant entre 35 et 40 euros ; celle-ci se situait entre 16 et 20 euros entre 2017 et 2019¹⁴.

C'est sur cet arrière-fond de difficultés économiques que revient la vilaine petite musique de l'écologie impayable et pénalisante pour le développement économique. C'est ainsi qu'après la charge contre « l'écologie punitive » de la mémorable campagne électorale de 2024, l'axe

¹² Jason Bordoff & Meghan L. O'Sullivan, *The Long Shadow of the Iran Shock Hormuz and the New Geography of Energy Power*, Foreign Affairs, article mis en ligne le 14 août 2026.

¹³ Eurofer, *European Steel in Figures 2026*, p. 8.

¹⁴ Trading Economics, EU Natural Gas Price (€/MWh), URL : <https://tradingeconomics.com/commodity/eu-natural-gas>. Date de consultation : 18 août 2026.

MR-N-VA a décidé, au sein de l'Arizona, de se liguer cette fois contre une écologie présentée comme « régressive ». Du côté du MR, Georges-Louis Bouchez ne se cache plus, depuis cet été, de vouloir démanteler le maigre dispositif européen dans le domaine. Selon l'homme fort de l'Avenue de la Toison d'Or, les objectifs climatiques de l'Union européenne seraient pénalisants pour la compétitivité des entreprises du Vieux Continent. Nous aurions collectivement tort de céder à ses sirènes d'un autre âge car plus que jamais, l'avenir est au renouvelable dans un mix énergétique qu'il faudra veiller à mettre en œuvre le plus possible en dehors des dispositifs de marchés libéralisés.

Un problème capital

A contrario, la droitisation du parti (autrefois) libéral sur le plan environnemental correspond à une volonté de geler, voire d'abroger, notamment les directives européennes RED III, visant à l'expansion graduelle des énergies renouvelables, et PEB IV relative à l'efficacité énergétique du bâti¹⁵. Du côté de la Rue de la Loi, même son de cloche. C'est ainsi qu'à la fin du mois de janvier, lors de l'évènement « The Future of Europe » organisé par les journaux belges *De Tijd* et *L'Echo*, Bart De Wever s'est empressé de dire tout le mal qu'il pensait du Green Deal. Ce dernier aurait, d'après le Premier ministre, contribué à renchérir les coûts de production au détriment de l'industrie européenne.

Après avoir décrit la détérioration des relations avec Washington rendant incontournable la nécessité d'une politique européenne plus intégrée, le Premier ministre est revenu sur les défis importants auxquels l'Europe est confrontée dans le domaine de l'énergie. Il a, sans ambages ni plus de nuances, déclaré que la politique de transition écologique constituait un échec ayant permis à la Chine d'avoir accès à des sources d'énergie bon marché alors que l'Europe devrait faire face, dans le même temps, à des surcoûts prohibitifs.

On se doutait évidemment que la vision de la N-VA ne relevait en rien de l'écosocialisme ou d'une quelconque critique de la croissance. Cependant, on ne s'attendait pas à ce que le discours, en 2026, d'un responsable politique d'un des États les plus riches de la planète corresponde à un tel voyage, à reculons, dans le temps.

Dans son allocution, Bart De Wever a, en effet, procédé par métaphores en faisant correspondre symboliquement la « compétitivité, la productivité et l'innovation » aux « trois chevaux » tirant l'Europe vers l'avant tout en comparant les exigences de durabilité et le Green Deal européen à une « charrette »¹⁶. Dans cette optique très passéiste tout droit sortie

¹⁵ Trends-Tendances, édition mise en ligne du 26 juin 2026. URL: <https://trends.levif.be/a-la-une/energie/mr-regles-energie-climat-ue/>. Date de consultation : 4 juillet 2026.

¹⁶ Brussels Signal, édition mise en ligne du 2 février 2026, URL : <https://brusselssignal.eu/2026/02/green-energy-policies-are-destroying-europe-belgian-pm-de-wever/> Date de consultation : 5 juillet 2026.

des Trente Glorieuses, le développement durable et la protection de l'environnement constituent un luxe de riches et une lourde charge financière reposant sur les frêles épaules des entreprises.

Le coup du progrès contre les nostalgiques de la bougie et des moulins à vent n'a rien de bien original. Chaque grande crise de restructuration du capitalisme s'accompagne, depuis la fin des années 1970, de ce genre de cris d'orfraie. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, en conclusion de son exposé, Bart De Wever a plaidé à la fois pour un ralentissement de l'agenda climatique européen et pour une poursuite de la dérèglementation de manière à approfondir la concurrence intérieure¹⁷.

À ce stade du débat, un lien étroit doit être posé entre le plaidoyer pour le renforcement des mesures de libéralisation, la sauvegarde de la compétitivité européenne et le rejet des perspectives de transition. Après avoir identifié les solutions que l'axe MR-N-VA souhaite apporter, nous vérifierons qu'il s'agit là de préconisations à courte vue dans la mesure où les énergies alternatives semblent dès aujourd'hui plus rentables que les ressources fossiles.

Nous verrons également que cette mutation pose profondément un problème au capital financier car la rentabilité actuelle des énergies alternatives correspond à un niveau de consommation incompatible avec une transition assumée. Or, pour réussir cette dernière, de lourds investissements vont s'avérer nécessaires et ne pourront, d'ailleurs, être financés que par un engagement plus radical de la part des pouvoirs publics. On comprend que cette perspective n'enchantait guère un pilier du néolibéralisme, chaud partisan de la privatisation des bénéfices et de la socialisation des pertes, tel que Bart De Wever.

Commençons par le commencement. Les mesures de dérèglementation prônées par De Wever & Cie permettent d'accentuer la concurrence à l'intérieur de sphères marchandes en Europe. Or, cette pression débouchera sur une concentration du capital. Au jeu de la concurrence, les canards boiteux finissent toujours par être absorbés par plus puissant qu'eux. Cette centralisation du capital a longtemps été relativisée par les tenants des modèles économiques de concurrence libre et non faussée.

C'est ainsi que, dès 1944, Friedrich Hayek pointait, certes, l'existence d'un phénomène de concentration industrielle le qualifiant d'ailleurs de « fait historique naturellement incontesté encore que l'étendue du problème soit parfois très exagérée »¹⁸. Quelques décennies plus tard,

¹⁷ De Tijd, « De Wever wil met 'crackdown' op Commissie Europees beleid andere richting uitsturen », édition du 29 janvier 2026.

¹⁸ HAYEK, F. A. (1944). *La Route de la servitude*, Paris, Presses Universitaires de France (PUF), coll. « Quadrige », 2010, pp. 38-39.

le nouveau référent idéologique du Mouvement Réformateur d'aujourd'hui (et que les progressistes de ce pays connaissent si mal) estimait finalement que « tant qu'un monopoleur doit sa position au fait qu'il propose à tous des conditions plus avantageuses que quiconque, même si ces conditions ne sont pas aussi favorables que celles qu'il serait susceptible d'offrir, son existence profite à tous »¹⁹.

Ce que Hayek énonce, non sans avoir recours à quelques périphrases dans la citation qui précède, c'est que fondamentalement, la concentration du capital garantit aux marchés financiers de meilleurs taux de marge, l'indicateur financier permettant de mesurer le pourcentage de profit réalisé par rapport au prix de revient.

Cette centration sur les intérêts du capital financier au sein de la pensée économique dominante n'a finalement rien d'étonnant. Depuis plus d'un demi-siècle, la place de la finance a considérablement crû au sein des économies occidentales. Cette présence de plus en plus primordiale s'avère consubstantielle à la tendance à la désindustrialisation sous nos latitudes.

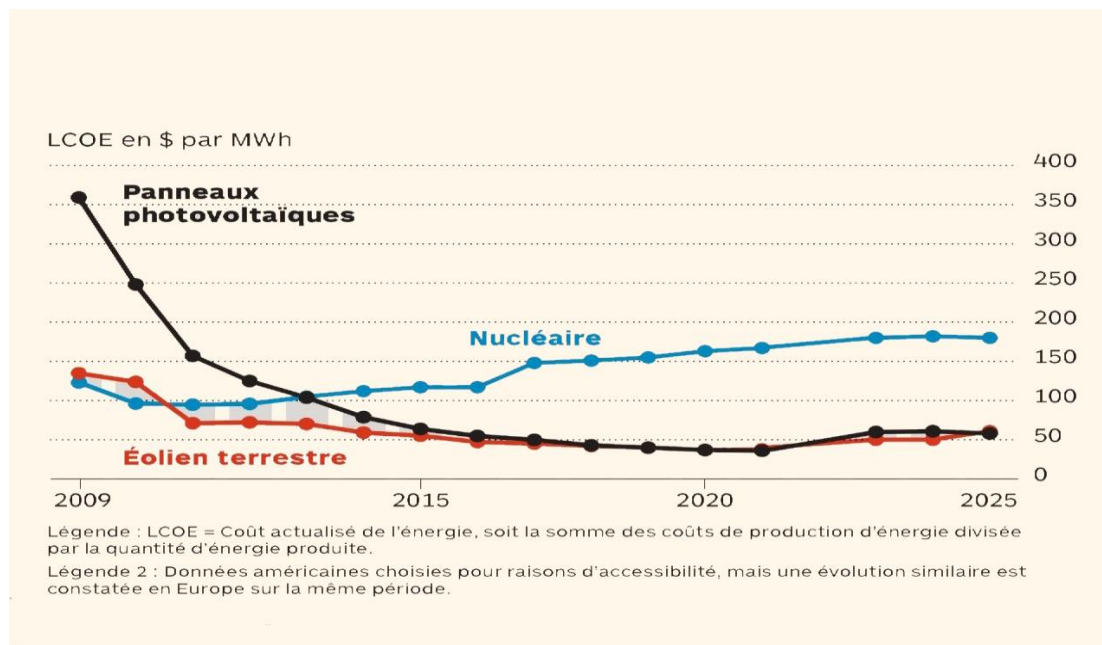
En effet, le travail industriel à partir duquel les profits privés sont aspirés par les réseaux financiers mondialisés a été délocalisé dans des pays émergents situés plus au sud de la planète, principalement en Asie, dans un mouvement de course au moins-disant salarial. Dans ces conditions, l'écoulement de la production totale suppose *ipso facto* une libéralisation des opérations de crédit au nord de la planète²⁰. D'où le développement de la sphère financière chez nous. En dépit de sa « modernité » autoproclamée, le logiciel de l'Arizona n'a donc rien de bien novateur et c'est peut-être un brin regrettable à l'heure où les feux de forêt se multiplient chaque année en Wallonie.

L'exigence de transition écologique implique, en effet, le développement de filières énergétiques renouvelables. Or, les prix de revient de ces dernières ont considérablement baissé depuis 15 ans, comme le graphique qui suit l'établit nettement.

¹⁹ HAYEK, F. (1979). *Law, Legislation and Order. The Political Order of a Free People* (vol.3), Londres, Routledge, p. 84.

²⁰ DURAND, C. (2014). *Le Capital fictif. Comment la finance s'approprie notre avenir*, Paris, Les Prairies Ordinaires, coll. « Essais ».

Figure 1. Comparaison des coûts de production des énergies renouvelables et du nucléaire (2009-2025)



Source : L'Écho, édition mise en ligne du 16 mai 2026.

Depuis 2009, les coûts du nucléaire aux États-Unis et en Europe ont quasiment doublé. Pendant ce temps, ceux des panneaux photovoltaïques ont diminué par 7. De son côté, l'éolien terrestre a connu une baisse tout aussi spectaculaire et significative, avec une division par 3. Sur cette base, il nous serait loisible de conclure à l'instar d'une écologie alignée sur le modèle économique dominant, que l'avenir est au renouvelable et que les entreprises vont trancher en faveur de ce dernier, ce qui débouchera automatiquement sur une généralisation des énergies douces.

Cette profession de foi dans les vertus supposées « d'un processus spontané, (...) fruit d'une conformation non intentionnelle »²¹ à un ensemble « de signaux tels que les prix »²² excluant, par définition, la nécessité d'une planification publique a quelque chose de délicieusement candide, surtout lorsqu'elle est relayée à l'intérieur de sphères se voulant critiques à l'égard des schémas de pensée dominants. Il faut faire attention aux chiffres en ne les affranchissant pas, de manière au demeurant artificielle, de données plus en lien avec l'organisation matérielle des systèmes de production, de consommation et de distribution. C'est pour cette raison d'ailleurs que le plus brillant des docteurs ès mathématiques (fussent-elles appliquées

²¹ HAYEK, F. (1988). *La Présomption fatale*, Paris, Institut Coppet, 2019 [1re éd. trad. fr. : PUF, 1993], p. 15.

²² HAYEK, F., op.cit., p. 116.

ou non) ne vaudra jamais dans l'analyse d'une politique économique un observateur formé à l'observation empirique des systèmes productifs. Le privé veut bien prendre en charge, comme nous l'avons vu, la vente du produit. En revanche, il ne peut que laisser aux pouvoirs publics la tâche financièrement compliquée par les temps qui courent de développer des activités non directement rentables, comme le maillage du réseau.

Si, à l'avenir, le capital privé finance les parcs éoliens en raison de leur rentabilité croissante, cette condition nécessaire n'est, hélas, nullement suffisante pour permettre une transition fonctionnellement cohérente et surtout rapide. En effet, le déploiement des énergies renouvelables suppose un ensemble de difficultés techniques liées à la mise en œuvre d'une autre logique de diffusion nécessitant de lourds investissements de nature infrastructurelle. Dans le cas d'un mix énergétique classique associant le fossile et le nucléaire, le réseau de distribution présente une configuration *top-down*. Quelques grosses centrales (nucléaires ou au charbon) produisent de l'électricité expédiée de manière linéaire vers les foyers de consommation. Toutefois, les scénarios de transition reposent sur une production décentralisée d'électricité (panneaux solaires, éoliennes dans les champs ou en mer). Dans ces conditions, le réseau doit correspondre à une organisation bidirectionnelle, de manière à pouvoir à la fois recueillir de l'électricité injectée par des millions de petits producteurs locaux et ensuite, la redistribuer.

En outre, le segment des renouvelables dépend de variables naturelles exogènes (par exemple, la force du vent ou l'ensoleillement), lesquelles peuvent donner lieu à des pics ou, au contraire, des chutes importantes d'*output*. Les réseaux de l'ère fossile ou nucléaire ne sont pas, en raison même de leur linéarité, conçus pour gérer des variations de flux causées par les utilisateurs finaux. Voilà pourquoi il s'avère de plus en plus nécessaire d'aménager des réseaux de distribution intelligents (*smart grids*). Ces réseaux de nouvelle génération doivent permettre de faire communiquer en temps réel l'offre et la demande d'énergies.

Or, c'est ici que le bât blesse en Belgique. Le maillage de réseaux locaux susceptible d'absorber l'énergie solaire des particuliers, l'adaptation des lignes locales à l'essor des pompes à chaleur (PEB IV) ou encore le financement public de la flexibilité intelligente reçoivent la portion congrue des investissements (à peine un tiers sur les 31 milliards prévus entre 2024 et 2030²³). Elia, le grand gestionnaire belge de réseau coté en Bourse et détenu pour moins de la moitié de son capital par les holdings publics Publi-T et Publipart, se concentre sur des projets validés par les marchés financiers en raison de leur rentabilité

²³ L'Écho, 31 milliards d'euros à investir dans les réseaux énergétiques belges d'ici 2030, édition mise en ligne du 7 juin 2024.

immédiate comme les parcs éoliens *offshore* en mer du Nord, les grandes liaisons internationales avec les Pays-Bas et la connectivité du port d'Anvers²⁴.

Pendant ce temps, les réseaux à basse tension, spécialement en Wallonie, sont victimes d'une politique de sous-investissement chronique conduisant à une saturation structurelle. Voilà pourquoi près de 800 projets économiques sont actuellement à l'arrêt en Wallonie, en raison d'une impossibilité d'accès au réseau de distribution, sur lequel par ailleurs, les risques de décrochage sont de plus en plus nombreux du côté des particuliers²⁵.

Le court-termisme inhérent au fonctionnement des marchés financiers implique que des projets moins immédiatement rentables sont aujourd'hui sous-financés par des pouvoirs locaux aux budgets réduits à l'os puisqu'ils font l'objet d'une forte pression austéritaire de la part des coalitions de droite, partout au pouvoir dans le pays. Alors que les profits d'Elia sont, en partie, privatisés, les coûts inhérents à la modernisation des réseaux de proximité restent intégralement à charge des pouvoirs locaux.

Dans ce contexte, face à la concentration des investissements, sous la houlette des marchés, dans les projets les plus rentables et à la stagnation des innovations de réseaux de proximité, il ne reste plus au MR et à la N-VA qu'à demander à la Commission européenne de revenir sur ses plans de décarbonation. Le règne de l'actionnaire érigé en projet de société joue aujourd'hui contre la transition. La chose est d'autant plus évidente que Bart De Wever n'envisage pas un seul instant de faire porter à la politique monétaire européenne une quelconque part de la responsabilité dans la perte de compétitivité de nos industries.

Pourtant, le mandat de la BCE, trop exclusivement centré sur la lutte contre l'inflation, se traduit actuellement par une politique monétaire plus restrictive et un loyer de l'argent moins intéressant qu'aux États-Unis. Entre janvier 2025 et mars 2026, l'euro s'est apprécié de près de 17 %. Depuis, le conflit avec l'Iran a permis au billet vert de retrouver un rôle de valeur refuge de telle sorte que la parité avec la monnaie unique a tendance à se stabiliser. Avec un euro valant 1,025 USD comme en janvier 2025, les industries européennes disposeraient pourtant de marges de manœuvre plus importantes pour exporter qu'au cours actuel d'un euro pour 1,15 dollar.

²⁴ La Libre Belgique, *Le réseau haute tension renforcé autour du port d'Anvers et avec les Pays-Bas*, 4 août 2026.

²⁵ Trends-Tendances, édition mise en ligne du 15 décembre 2025. URL : <https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/wallonie/le-plan-strategique-dores-divise-les-communes-et-la-region-il-est-exclu-devouer-demblee-la-facture-des-citoyens/>. Date de consultation: 5 août 2026.

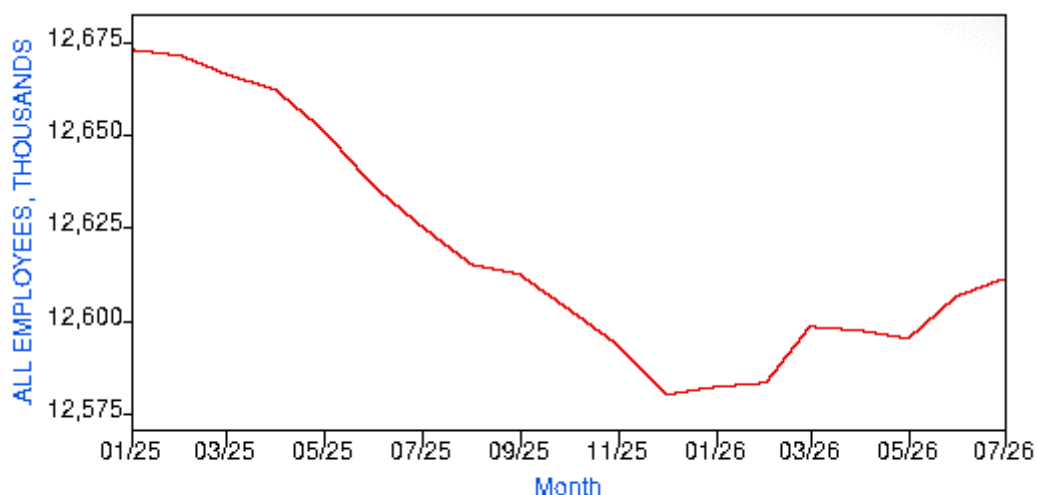
Cette protection du capital financier contre l'érosion monétaire, qui bride pourtant la compétitivité des industries européennes, n'a jamais été dénoncée ni par le MR ni par la N-VA. C'est évidemment tout sauf un hasard. Pourtant, il faut rester lucide. Si la dimension de contraintes réglementaires à caractère environnemental était la seule variable susceptible d'expliquer un différentiel en matière de capacités industrielles, la réindustrialisation devrait aujourd'hui être en marche aux États-Unis.

Or, l'Oncle Sam n'a, malgré le climatoscepticisme (ou à tout le moins, le climatorelativisme) de rigueur à la Maison-Blanche, guère prouvé sa capacité de résilience face au rouleau compresseur chinois, en dépit d'ailleurs de l'augmentation des droits de douane depuis la réélection de Donald Trump. En effet, les tendances au sein de l'emploi du secteur secondaire aux États-Unis ne permettent pas précisément de conclure à un renouveau de l'industrie américaine.

C'est ainsi qu'il est possible, en compulsant les statistiques de la main-d'œuvre aux États-Unis, d'observer une diminution de l'emploi industriel. Le secteur manufacturier états-unien employait 12.675.000 personnes en janvier 2025 alors que le Liberation Day, et ses barrières tarifaires supposées rendre son lustre d'antan à l'Amérique, s'apprêtait à être signé. En janvier 2026, après une diminution ininterrompue des effectifs industriels aux États-Unis depuis la réélection de Donald Trump, l'emploi industriel va connaître une timide remontée tant et si bien qu'en juillet 2026, on comptait un peu plus de 12,6 millions de postes de travail industriels aux États-Unis.

À ce rythme, toutes choses égales par ailleurs, le nombre de postes dans l'industrie sera à nouveau l'équivalent de son niveau de janvier 2025 durant le troisième trimestre 2028. Ce ne sera sûrement pas sur cet élément du bilan MAGA (*Make America Great Again*, le slogan de campagne des troupes trumpistes) que J. D. VANCE, l'actuel vice-président, pourra faire campagne face aux démocrates dans la perspective des élections présidentielles qui se tiendront en novembre de la même année.

Figure 2. Évolution de l'emploi industriel aux États-Unis depuis janvier 2025 (milliers d'unités), y compris les postes de cadres et d'employés



Source : U.S. Bureau of Labor Statistics, Manufacturing Workforce Statistics, juillet 2026. URL : <https://data.bls.gov/pdq/SurveyOutputServlet>. Date de consultation : 19 août 2026.

Pendant ce temps, la Chine, qui reste, et de loin, l'atelier du monde, a beaucoup investi dans les énergies renouvelables, ces dernières années. Cependant, il est vrai que le charbon reste la première énergie utilisée par l'Empire du Milieu. Le charbon a d'ailleurs constitué un facteur à ne pas négliger dans le grand décollage économique de la Chine. En effet, il s'agit là d'une matière première que le pays possède en grandes quantités puisqu'il dispose des deuxièmes réserves mondiales, juste derrière les États-Unis. Sans ambages, on peut d'ailleurs relever que la dépendance de la Chine au charbon reste particulièrement importante dans la mesure où elle en est le deuxième importateur mondial derrière l'Inde. Voilà qui permet d'expliquer largement pourquoi la part du charbon dans la production de l'électricité chinoise est encore de plus de 60 % (contre 1,8 % en France et 30 % aux États-Unis)²⁶.

Cette importance d'une ressource fossile ne peut néanmoins obombrer la montée des renouvelables dans le mix énergétique chinois, pour lequel on constate une marche à pas forcés vers le renouvelable. C'est ainsi que l'électricité décarbonée finira par représenter la moitié de la production chinoise dans le secteur d'ici 2050²⁷. Autrement dit, la capacité à

²⁶ Chine : les grands équilibres énergétiques, article mis en ligne le 14/11/2025, URL : <https://shorturl.at/233Mv>
Date de consultation : 19/08/2026.

²⁷ IRIS (Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques), *L'architecture électrique chinoise et ses enjeux de sécurité (synthèse)*, étude commanditée par le ministère des Armées (France), janvier 2026.

produire de l'énergie à partir de sources vertes devient un enjeu capital non seulement pour de très importantes raisons environnementales ou climatiques mais il s'agit aussi, n'en doutons pas, d'une véritable nouvelle révolution industrielle.

La course à la production d'énergie renouvelable va déterminer les gagnants et les perdants de la course à l'accumulation de capital dans les années à venir. Les pays qui seront en pointe dans ces filières exporteront des solutions au reste de la planète. Les crispations conservatrices autour des énergies fossiles n'y changeront rien. Bien au contraire, les sociétés qui céderont aux sirènes trompeuses de la pause climatique accuseront un retard face à la concurrence chinoise. À ce stade de la réflexion, nous avons pu établir que la volonté de procéder à une dérégulation environnementale correspond à des politiques laissant au capital financier, l'aiguillon du capitalisme contemporain, le bénéfice de l'exploitation des ressources renouvelables. L'austérité qu'implique le traitement de faveur réservé aux marchés débouche sur une austérité budgétaire incompatible avec le développement des réseaux nécessaires à la mise en œuvre du verdissement de l'offre énergétique.

Il existe un modèle économique différent du capitalisme financiarisé occidental, qui tourne résolument le dos à la préférence pour le profit rapide et opte, au contraire, pour un recours accru à la planification. Ce modèle de développement se trouve aujourd'hui en Chine populaire. Nous allons en exposer les traits saillants, sans idéalisation. Il est cependant évident que parler de la Chine est devenu aujourd'hui un exercice périlleux. Les esprits les plus acerbes verront sans doute dans cette insistance de la part de l'Occident à évoquer les Droits de l'Homme en Chine davantage qu'en Arabie Saoudite ou dans les États africains partenaires de nos multinationales une peur de perdre une position prédominante. Notre propos s'éloignera autant que faire se peut de ces polémiques stériles et, fort de la conviction que le libéralisme politique ne suppose pas, par voie de nécessité logique, le néolibéralisme économique, se bornera à examiner le parcours de la Chine contemporaine d'un point de vue strictement socioéconomique. À ce propos, il n'est peut-être pas anodin de noter que la progression des énergies vertes en Chine constitue la résultante non d'un mouvement spontané des forces de marché mais d'une planification remontant à 2002 lors de la conception du « Plan de Réforme du Système électrique »²⁸.

Planification versus libre marché, le débat n'est pas neuf en économie politique. L'histoire, maîtresse de vie, avait tranché, à la fin des années 1980, en faveur des thèses libérales contre le planisme. Pour nous convaincre de la vanité des idées générales et des affirmations péremptives, rappelons-nous qu'à cette époque, les thuriféraires du néolibéralisme bravaient, à l'exemple de Francis Fukuyama, à la fois la raison et le sens du ridicule pour évoquer la

²⁸ IRIS, *ibid.*

survenue de « la fin de l'histoire ». Les succès (économiques) de la Chine pourraient faire pencher le balancier de l'autre côté, cette fois.

L'histoire des sociétés n'a décidément rien d'un long fleuve tranquille. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la Chine au XX^e siècle. Voilà pourquoi, avant de détailler les traits structurels fondamentaux de l'économie chinoise aujourd'hui, il est important de revenir sur la modernisation de la Chine depuis un siècle et le rôle qu'a joué (parfois involontairement) le maoïsme dans ce processus, par ailleurs, encore en cours.

Les racines historiques d'une autre logique économique

Gageons que lorsque des livres d'histoire se pencheront, à l'avenir, sur le déclin industriel de l'Europe, ils pointeront une confiance excessive dans les vertus autorégulatrices du marché de la part des élites locales pendant que la Chine mettait en œuvre un système économique *sui generis*. Pour cela, il faut situer l'évolution de la marginalisation économique de la Chine entre la fin du XVIII^e siècle et le XX^e siècle. Sans tomber dans un économicisme aveugle, il apparaît tout de même particulièrement traumatisant pour une société donnée de connaître un déclassement dans le registre de la puissance similaire à celui que la Chine a expérimenté alors que l'Occident s'apprêtait à connaître la révolution industrielle.

En 1820, la Chine représentait un tiers du PIB mondial. C'est ensuite que survient, entre 1820 et 1949, une longue période de « décadence économique et d'humiliations extérieures »²⁹. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, la dynastie Qing se détache du mouvement mondial d'industrialisation, au contraire du Japon. L'augmentation du niveau de vie en Europe conduit à un raffermissement de la demande pour des produits d'importation chinois, notamment le thé et la soie. Or, les frontières de la Chine sont fermées aux échanges commerciaux à cette époque.

Il est donc impossible à l'empire britannique d'écouler une partie de sa production industrielle en échange de produits d'importation chinois car les marchands de l'Empire du Milieu exigent d'être payés en numéraire. Or, contrairement à l'empire espagnol qui disposait d'importants stocks d'or, les Anglais ne possèdent pas de quantités aussi importantes du précieux métal. Le financement des importations chinoises va principalement s'effectuer via le trafic d'opium que les Anglais alimentent à partir des Indes. Les autorités chinoises vont réagir. C'est ainsi que les guerres de l'opium vont se succéder et voir les armées occidentales

²⁹ MADDISON, A. (1998). *L'économie chinoise. Une perspective historique*, Éditions OCDE, Paris, p. 49. Les statistiques économiques relatives à la Chine ancienne ont été systématiquement empruntées à Maddison.

attaquer à plusieurs reprises les troupes chinoises³⁰. En 1839, les autorités impériales confisquent et brûlent l'opium acheminé par des marchands britanniques. S'ensuit un premier épisode de conflits militaires, débouchant sur la signature du traité de Nankin en 1842, lequel constitue le premier des traités inégaux que la Chine n'aura de cesse de dénoncer.

C'est ainsi que le traité de Nankin organisera le dépeçage du territoire chinois en accordant des concessions aux puissances étrangères et en laissant les Britanniques coloniser Hong Kong. La Chine est également tenue par ce traité de rembourser les cargaisons d'opium détruites. De surcroît, le traité de Nankin favorise la pénétration commerciale des Occidentaux en Chine. D'autres expéditions guerrières achèveront de mettre en coupe réglée l'économie chinoise et c'est ainsi qu'en 1858, le traité de Tien-Tsin permettra une ouverture quasi totale du pays aux commerçants occidentaux ainsi qu'un accès illimité au Yang-Tsé-Kiang pour les navires occidentaux, y compris militaires.

L'humiliation ressentie par la population chinoise au cours de la période coloniale va provoquer la révolte des Taiping conduite par le révolutionnaire mystique Hong Xiuquan (1814-1864) qui va durer 13 ans de 1851 à 1864. En plus d'être un militant nationaliste, Hong Xiuquan s'est affirmé comme un grand réformateur social qui a promulgué une réforme agraire égalitaire et l'égalité entre les sexes. La révolte des Taiping a entraîné la mort de 20 à 100 millions de personnes alors que la population de la Chine à cette époque était de 436 millions d'habitants³¹.

À partir de cette époque, le délitement des structures politiques chinoises va aller s'accroissant. S'il est vrai que la dynastie des Qing tente de rattraper son retard technologique et industriel sur l'Occident, son manque d'autorité, suite à la conclusion des traités inégaux, ne lui permet pas d'imposer ses vues face aux élites chinoises amorphes. Le déclin est de plus en plus perceptible. C'est ainsi que l'Empire est défait militairement par le Japon en 1894. La Mandchourie est alors occupée par les troupes nippones, tandis que l'emprise occidentale sur le reste du territoire s'accroît. Les tentatives de soulèvement militaire du passé ont donné lieu à des dommages à verser aux puissances occupantes de telle sorte que les finances publiques chinoises sont exsangues. Le largage économique de la Chine est de plus en plus prononcé. La production chinoise, au début du XX^e siècle, ne représente plus que 11 % environ du PIB mondial. Le sous-développement qui s'installe, alors que la population chinoise s'accroît, va précipiter la fin de la Chine impériale. C'est ainsi qu'en 1911, Sun Yat-Sen (1866-1925) proclame la république de Chine et en 1912, l'empereur Puyi (1906-1967),

³⁰ FAIRBANK, J.K, GOLDMAN, M. (2019). *Histoire de la Chine. Des origines à nos jours*, Éditions Tallandier, Paris. La totalité des considérations historiques pour la Chine avant la révolution de 1949 provient de cette source, sauf quand indiqué.

³¹ JIAN, Y. (1973). *The Taiping Revolutionary Movement*, Yale University Press, New Haven, p. 8.

le célèbre « Dernier empereur » dont l'épopée a été retracée, non sans brio ni pathos, par le cinéaste italien Bernardo Bertolucci (1941-2018), abdique.

Sun Yat-Sen est le fondateur du Kuomintang, un mouvement nationaliste dont nous reparlerons par la suite. Une des particularités de Sun consiste à avoir étudié à l'étranger, ce qui va l'ouvrir à des influences extra-chinoises sur le plan des idées, au point d'ailleurs d'avoir été proche d'adhérer au christianisme lors de ce séjour. La chose aurait d'ailleurs hautement inquiété le frère aîné qui l'avait recueilli à Hawaï (Honolulu, plus précisément) au point de le renvoyer en Chine où le jeune Sun, après avoir effectué la totalité de ses études secondaires en anglais dans le système américain, intégrera la faculté de médecine de Hong Kong au sein de la section réservée aux indigènes. Les soucis nourris par sa famille au sujet de sa vie spirituelle n'ont, par ailleurs, pas empêché Sun, alors âgé de 18 ans, de se faire baptiser en 1884 au sein d'une église calviniste américaine.

À titre purement spéculatif, on peut s'interroger sur le fait de savoir si, quand bien même le cours politique de la Chine moderne aurait été plus calme, Sun aurait pu, vu cet éloignement volontaire des normes culturelles dominantes en Chine, incarner une figure de dirigeant représentatif pour le peuple chinois. En tout état de cause, le gouvernement républicain proclamé par Sun ne disposait pas de forces militaires importantes. Il est vrai que la proclamation de la république faisait suite à un soulèvement dans l'intérieur du pays sans aucune connexion directe avec l'action de Sun Yat-Sen. C'est peu dire que dans la Chine troublée de l'époque, le pouvoir était, pour reprendre une expression passée, depuis, à la postérité, au bout du fusil. C'est ainsi que l'armée prend le pouvoir en 1912 sous la direction d'un chef militaire de la confiance des Qing, Yuan Shikai, qui poussera Sun vers la sortie et deviendra président de la république dès 1912. En 1915, Yuan se proclame empereur dans un pays profondément divisé au point de provoquer la dislocation définitive de la Chine post-impériale. Le règne des seigneurs de la guerre pouvait alors commencer.

C'est dans ce paysage troublé que le socialisme, dans sa vision marxiste, tente de se frayer un chemin en Chine. Après la révolution d'Octobre de 1917, sa diffusion connaît une accélération significative. En 1919, le mouvement du 4 mai voit la jeunesse étudiante chinoise protester contre le traité de Versailles au cours duquel les puissances coloniales approfondissent le démembrement de la Chine en permettant au Japon de conquérir de nouvelles provinces chinoises. C'est à cette occasion que des mots d'ordre à proprement parler révolutionnaires de rupture avec la culture confucéenne sont formulés. La culture classique chinoise est dénoncée et la langue vernaculaire est privilégiée comme outil d'éducation des masses. Dans la foulée, les puissances occidentales et leurs régimes libéraux sont vilipendés en raison de leurs accointances coupables avec l'impérialisme japonais. Pour

un jeune progressiste chinois de ce début de XX^e siècle, les jolies démocraties occidentales constituent ni plus ni moins que le support d'un asservissement colonial.

En 1921, lors du congrès de Shanghai, le parti communiste chinois est fondé. Parmi ses fondateurs, un jeune instituteur se détache du lot. Il a participé au mouvement du 4 mai. Il s'appelle Mao Zedong (1893-1976). Il va marquer l'histoire de la Chine au XX^e siècle comme peu de dirigeants dans le monde. Son originalité va consister à siniser la pensée marxiste en l'adaptant, non sans tâtonnements, à la réalité sociale de la Chine en voie de modernisation. Contrairement à d'autres grands modernisateurs de la Chine contemporaine, communistes ou non, Mao n'a jamais quitté la Chine. La chose explique peut-être pourquoi sa lecture du marxisme sera à ce point tournée vers les réalités de son pays natal. Alors que le parti communiste chinois ne comptait, lors de sa création, qu'une cinquantaine de membres, les convulsions politico-militaires, la pression japonaise et la tutelle des Occidentaux sur le pays confèrent à cette orientation singulière de la pensée politique de Mao une valeur d'atout puisque l'état de décomposition de la société chinoise est si avancé que le pouvoir est pour ainsi dire offert à qui saura s'en saisir opportunément.

En 1956, Mao Zedong rend hommage en des termes particulièrement élogieux à Sun Yat-Sen. La question de l'indépendance nationale est au centre de cette commémoration car Mao rend hommage aux « Trois nouveaux principes du peuple », parmi lesquels le nationalisme³². La dimension de réussite d'un projet d'indépendance nationale va beaucoup compter dans la popularité de Mao dans la suite des événements. Et autant l'énoncer d'emblée, c'est porté par le peuple que Mao est arrivé au pouvoir. Même un sinologue comme Lucien Bianco, qui était proche de Simon Leys tant dans sa critique de La Révolution culturelle que du Grand Bond en avant, soutenait la thèse d'une révolution populaire dans le cas de la prise de pouvoir du parti communiste chinois³³. Cet appui populaire correspond à une rupture entre deux époques bien différentes de la biographie de Mao : le théoricien-révolutionnaire avant 1949 et le dirigeant ensuite.

Le théoricien Mao s'est montré soucieux d'une forme de sinisation du marxisme-léninisme. Dans cette optique, il attribuera un rôle révolutionnaire fondamental à la paysannerie en lieu et place d'un prolétariat industriel très peu nombreux dans la Chine de l'époque. Le dirigeant privilégié par les Soviétiques à l'intérieur du PCC est Wang Ming (1904-1974) qui se montre d'une orthodoxie rigide. Voilà pourquoi Mao, membre, depuis 1923, du Bureau Politique du PCC a été démis de ses fonctions à plusieurs reprises. Pour autant, il n'a jamais cessé de jouer un rôle de premier plan dans la vie politique chinoise de l'entre-deux-guerres. Il est vrai que

³² Discours intitulé « En commémoration du Dr Sun Yat-Sen », 12 novembre 1956.

³³ BIANCO, L. (2014). *La Récidive. Révolution russe, révolution chinoise*, Gallimard, Paris.

les factions politiques chinoises tentent, pour faire face aux projets de colonisation du pays par le Japon, de s'unifier. Aussi, à cette époque, le Parti communiste chinois s'allie avec le Kuomintang jusqu'à la mort de Sun Yat-Sen en 1925. Les membres du parti communiste pouvaient, d'ailleurs, appartenir aux deux partis à cette époque. Cette politique d'entente avec le Kuomintang va voler en éclat lorsque Tchang Kaï-chek, dont la fascination pour le fascisme européen est établie historiquement à partir de ses écrits, prend les commandes du mouvement nationaliste. En avril 1927, le massacre de Shanghai, alors sous contrôle des communistes, est perpétré par les troupes de Tchang Kaï-chek alliées à la mafia chinoise. En fait, le massacre de Shanghai inaugure un cycle de répression organisé à l'échelle de tout le pays contre les communistes qui fera, en moyenne, 35.000 morts sur une population chinoise à cette époque de 450 millions d'habitants. Par comparaison, la répression du Printemps de Pékin a fait, d'après le bilan le plus répandu chez les historiens, 2.500 morts en moyenne sur une population de 1,4 milliards d'individus.

À partir de 1927, la figure de Mao devient plus importante. La guerre civile en Chine marque la fin d'une lecture politique typique du stalinisme que l'on qualifie de stadiste. Selon les partisans de cette école, un État économiquement arriéré doit accepter de passer par une étape de révolution bourgeoise et c'est seulement lorsque des progrès substantiels auront été accomplis dans le sens de la modernisation économique que la question de la transition vers le socialisme peut se poser. Il va de soi qu'à partir du moment où, malgré la collaboration des communistes, les troupes nationalistes décident de les décimer, cette ligne politique attentiste n'a plus beaucoup de sens. La guerre civile permet l'irruption des thèses de Mao sur la scène politique nationale. La première phase de la guerre civile entre communistes et nationalistes dure de 1927 à 1937. Pour les militants communistes peu formés au maniement des armes et à la stratégie militaire, le passage à la lutte armée sera une dure expérience pour les communistes qui vont devoir subir 5 campagnes d'encerclement de la part des troupes nationalistes, lesquelles sont parfaitement rompues au feu. Tchang Kaï-chek a d'ailleurs été formé au commandement militaire au Japon, dont l'armée était la première armée moderne de l'histoire de l'Asie et avait vaincu l'Empire russe en 1905.

Pour éviter un encerclement qui serait catastrophique, une retraite militaire est organisée. C'est La Longue Marche qui va durer d'octobre 1934 à janvier 1935. Fin novembre 1934, le commandement militaire, dont Mao est exclu dès 1932, connaît un terrible revers lors de la catastrophe de la rivière Xiang durant laquelle l'Armée populaire de Libération (APL) perd la moitié de ses hommes. En janvier 1935, la conférence de Zunyi confie la direction des opérations militaires à Mao. Jusque-là, les dirigeants du Parti communiste privilégiaient une stratégie d'opérations d'armées régulières en milieu urbain et ouvrier. Mao opte pour une guerre de guérilla. En octobre 1935, la Longue Marche est terminée. Sur les 86.000 soldats

partis de Yudu dans le sud du pays, 7.000 survivants parviennent à Yan'an dans le nord-ouest du pays. Mao s'est imposé, non sans difficultés, à la tête des communistes chinois. Il a alors 42 ans.

Sa longue marche vers le pouvoir ne fait que commencer puisqu'en 1937, la priorité est donnée à la lutte contre l'envahisseur japonais qui vient de lancer une grande offensive visant à fracturer le pays entre plusieurs chefs locaux au détriment du gouvernement de Tchang Kaï-chek. La violence de l'invasion conduit à une (nouvelle) alliance entre nationalistes et communistes. Sous la conduite de Mao, l'APL adopte une tout autre tactique. Elle évite le combat frontal avec les troupes nippones et organise des réformes agraires qui fidélisent les masses paysannes. Or, ces dernières savent que le Kuomintang est du côté des grands propriétaires terriens. C'est d'ailleurs un des motifs de la répression de 1927. Bref, pendant que les nationalistes s'épuisent dans des combats conventionnels, l'APL nourrit sa base sociale et augmente ses compétences militaires progressivement en encadrant ses nouvelles recrues. En 1945, le Japon est défait et la guerre civile reprend. Forte de cette base et de cette tactique plus en phase avec la sociologie des classes sociales en Chine, l'APL l'emporte sur les troupes du Kuomintang. Tchang Kaï-chek et ses fidèles fuient vers Taiwan où ils feront régner la Terreur blanche contre les militants de gauche. La loi martiale sera d'ailleurs d'application sur le territoire de cette île d'une taille comparable à celle de la Belgique de 1949 à 1987. Commence alors la deuxième vie de Mao, celle du guide, controversé, d'un État aux dimensions d'un continent entré, comme nous l'avons vu, tardivement dans la modernité.

Après la défaite de l'armée nationaliste, la république populaire est proclamée. Le concept de « nouvelle démocratie » mobilise le pouvoir en place de 1949 à 1953. Mao en est le concepteur. En rupture avec l'expérience soviétique, la dimension nationaliste est beaucoup plus présente. L'objectif premier vise à rompre de manière définitive avec le féodalisme, lequel a rendu possible la colonisation par les grands centres impérialistes occidentaux. L'entreprise révolutionnaire maoïste est donc sous-tendue par un objectif d'indépendance nationale, sous la direction non pas d'une bourgeoisie nationale montante dans le cadre de la création d'un État-nation mais du parti communiste vainqueur de la guerre de guérilla et exerçant, à ce titre, le commandement exclusif de la seule armée nationale. La Nouvelle Démocratie était supposée constituer l'étape initiale de mise en œuvre d'une Chine renouvelée. Le langage imagé de la communication politique chinoise assignait comme horizon à l'étape de la nouvelle démocratie la destruction des trois montagnes qui écrasaient le peuple chinois : l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme au service des intérêts étrangers (la littérature parle dans ce cas de bourgeoisie *compradore*).

Une certaine dimension de pluralisme était censée exister dans la Chine de l'époque. La symbolique du drapeau chinois l'indique nettement. La grande étoile jaune représente le parti

communiste et les quatre petites étoiles satellites désignent les 4 classes sociales désignées comme piliers du régime : la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie patriotique refusant la soumission à des intérêts étrangers. Cette période se termine en 1953, époque durant laquelle la Chine opte pour un modèle de planification soviétique. Les mécanismes de marché propres à l'économie chinoise sont démantelés et un premier plan quinquennal est adopté. La Chine tourne la page de la nouvelle démocratie pour entrer dans l'ère mao-stalinienne. Le premier plan se termine en 1957.

Entretemps, la mort de Staline donne lieu, en Union soviétique, au XX^e congrès du Parti communiste et à la déstalinisation. C'est sur cette base que Mao lance la campagne des Cent Fleurs de février à juin 1957. Celle-ci consiste en une volonté de libérer la parole et les critiques au sein du parti. La collectivisation, menée tambour battant, fait des mécontents et la paysannerie exprime un certain malaise face à des réformes qui modifient son cadre de vie. La réforme agraire, dans l'esprit des paysans chinois, avait pour but de démembrer les grands domaines féodaux dans un cadre de petite propriété privée. Dès avril 1956, le pouvoir tempère ses ardeurs en matière de collectivisation. Si l'on ajoute à cette pression interne la vague de déstalinisation qui secoue l'URSS, les temps sont mûrs pour une nouvelle étape. Le VIII^e Congrès du PCC se tient du 15 au 27 septembre 1956. Il constitue une défaite pour Mao et sa ligne politique. Les modérés, avec à leur tête Deng Xiaoping (1904-1997), prennent le contrôle du parti. Le mot d'ordre d'un « socialisme pas à pas » émerge.

Mao doit agir s'il veut garder son emprise sur l'appareil du parti. Les Cent Fleurs vont permettre une opération de reprise en main déclinée en deux temps. Mao invite à ce que le parti, dirigé par ses adversaires, soit critiqué par la population. Le déferlement de reproches va indirectement conforter Mao puisque les dirigeants modérés finissent par rejeter l'idée d'une déstalinisation. Un grand mouvement de répression s'abat sur le pays entre juin et septembre 1957. Entre 300.000 et un million de personnes sont arrêtées et rééduquées. Les campagnes de critiques et d'humiliations des opposants ont causé des suicides par dizaines de milliers dans tout le pays. D'un point de vue de politique intérieure, le pouvoir personnel de Mao en sort renforcé.

L'idée d'une industrialisation rapide avec priorisation du développement de l'industrie lourde continue à alimenter les projets de Mao. L'époque du Grand Bond en avant va commencer. Elle coïncide avec l'adoption du second plan quinquennal (1958-1962). Le dispositif central du deuxième plan réside dans la création des communes populaires dans lesquelles on affecte une partie de la main-d'œuvre paysanne à la production d'acier dans des hauts fourneaux ruraux de mauvaise qualité et présentant un caractère très improvisé. La production agricole diminue pendant que l'acier produit n'est pas de bonne qualité et dans certains cas, ce sont même les hauts fourneaux qui s'effondrent.

On doit également associer à ce désastre économique une campagne hautement hasardeuse visant à augmenter le rendement agricole. Il s'agit de la lutte contre « les quatre nuisibles », à savoir les rats, les mouches, les moustiques et les moineaux. Or, les oiseaux mangent, certes, une partie des récoltes mais également des insectes, particulièrement les criquets.

La déstructuration de l'écosystème des campagnes chinoises va amplifier le bilan meurtrier du Grand Bond en avant. Au total, entre 1958 et 1962, à la suite des famines qu'une politique économique aventuriste a provoquées, la Chine populaire va connaître une surmortalité qui, d'après les spécialistes, tourne autour des 30 millions de morts sur une population totale (en 1960) de 660 millions d'habitants. En fait, la population chinoise va, et c'est un fait exceptionnel dans l'histoire du pays, même légèrement décroître en 1960 et 1961. À cette époque, les naissances ne parviennent plus à compenser les décès.

C'est un fait particulièrement interpellant. Jusqu'au moment où la politique de l'enfant unique a été adoptée en 1979, l'indice synthétique de fécondité en Chine était de 6 enfants par femme. Pour mémoire, l'indice synthétique de fécondité (ISF) évalue le nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme au cours de sa vie si les taux de fécondité constatés une année donnée restaient identiques dans le futur.

Un bilan aussi catastrophique ne pouvait que poser problème à Mao. Sa tentative de dépassement des modérés a tourné court et il le paie cher, au moins dans un premier temps. Son influence au sein du parti diminue. C'est ainsi qu'il produit son autocritique en février 1962 devant 7.000 cadres du parti. Les modérés, dont l'incontournable Deng, remettent le pays en route économiquement. Mao se concentre sur la diplomatie tiers-mondiste et l'armée. On retrouve là un facteur qui explique la force du maoïsme à cette époque, en dépit de ses déboires (bien que le bilan du Grand Bond fût peu connu dans le monde au début des années 1960), à savoir le mouvement de décolonisation.

Après tout, la Chine a posé les bases du non-alignement avec l'Inde de Nehru et la Yougoslavie titiste lors de la conférence de Bandung en 1955. Une étude du maoïsme qui ferait l'impasse sur cette dimension anticolonialiste ferait, en effet, l'impasse sur une série de données importantes pour comprendre la problématique en question. Tout bien considéré, il n'appartient sans doute pas au registre du hasard qu'une rupture profonde soit intervenue avec l'URSS durant le Grand Bond en avant, au moment où la Chine veut entrer dans le cercle restreint des puissances nucléaires.

En dépit des blocages soviétiques, la Chine va maîtriser la filière du nucléaire militaire avec la mise en œuvre de sa première bombe à l'uranium enrichi en 1964 et sa première bombe à hydrogène en 1967. Trois ans plus tard, la fusée chinoise Longue Marche 1 met en orbite le premier satellite chinois.

Par comparaison, les applications civiles dans le domaine nucléaire ont mis plus de temps à émerger puisque c'est en 1991 que la première grande centrale chinoise est inaugurée. Si l'avis des techniciens et scientifiques est, dans certains cas, approuvé ou rejeté par le pouvoir politique chinois, c'est toujours en fonction d'un objectif de restauration nationale dans un système de relations internationales décodé sous Mao comme fondamentalement hostile à la Chine. En revanche, on ne note pas de volonté de promouvoir une science qui serait intégralement maoïste comme ce fut, au contraire, le cas sous Staline avec la génétique et l'affaire Lyssenko, du nom d'un agronome soviétique, Trofim Lyssenko, (1898-1976) qui croyait, comme Lamarck avant lui, en une transmission héréditaire des caractères acquis.

Les thèses de Lyssenko confortaient le régime de Staline dans sa tentative de projeter les lois de développement des sociétés de la grossière vulgate marxiste-léniniste en vigueur à l'époque dans le domaine des sciences naturelles. On n'a jamais noté une telle volonté de domination épistémologique dans le cas chinois.

La politisation des données scientifiques n'avait pas atteint un tel niveau d'empiétement. En revanche, on peut, à bon droit, évoquer un opportunisme utilitariste en fonction d'objectifs politiques fluctuants selon les conjonctures. Ce cas de figure est peut-être le plus problématique car dans le cas du lyssenkisme, on reste dans le domaine d'un conflit épistémique relatif à la nature et à la portée d'hypothèses qui finiront par être débattues dans un cadre scientifique adéquat.

On en voudra pour preuve que c'est sous le régime soviétique que Lyssenko a perdu tout crédit scientifique³⁴ et que les hypothèses classiques de Gregor Mendel ont été pleinement réhabilitées en URSS dès le milieu des années 1960 sous Leonid Brejnev (1906-1982). C'est, selon nous, la seule manière d'expliquer comment la direction politique d'un pays peut à la fois refuser l'idée que l'élimination des oiseaux va poser un problème en termes d'écosystème, contre l'avis des biologistes compétents, et, en même temps, promouvoir l'enrichissement de l'atome ou le secteur aérospatial en pleine Révolution culturelle.

À peine est-il mis de côté que Mao prépare sa revanche. Loin de se concentrer sur des questions régaliennes, notamment l'armée, il va créer, dès 1963, le Mouvement pour l'Éducation Socialiste qui parviendra à se gagner les faveurs de la jeunesse. Il ne faudra pas longtemps pour que la jeunesse chinoise se convertisse au maoïsme radical. La ferveur fanatique des commémorations lors de la fête de la jeunesse, le 4 mai 1966, constitue le point de départ d'une reconquête du pouvoir par Mao.

³⁴ LECOURT, D. (1976). *Lyssenko : histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1995.

Elle sera rapide. Le 16 mai 1966, une circulaire du Comité central marque le coup d'envoi de la Grande révolution culturelle prolétarienne qui doit en finir avec les « quatre vieilles choses » qui, selon Mao, paralysent la Chine. Il s'agit des vieilles idées (les conceptions traditionnelles contraires au corpus marxiste-léniniste tel que formalisé par Mao), de la vieille culture (notamment, le théâtre traditionnel et la littérature classique), des vieilles habitudes et des vieilles coutumes (particulièrement, le culte des ancêtres).

Les jeunes gardes rouges seront instrumentalisés par Mao pour critiquer, battre et humilier tous les tenants de l'ancienne société. Le pays est au bord de la guerre civile. La révolution culturelle fera un million de morts, la plupart dans des luttes de factions³⁵. Pour situer l'ampleur du choc sur la société chinoise, on précisera que la population chinoise, au milieu des années 1960, s'élève à 740 millions d'individus. Les universités ont été fermées entre 1966 et 1970.

La phase la plus violente de la révolution culturelle se termine en 1969 quand les gardes rouges ont été envoyés à la campagne. Les sept ans qui suivent voient Mao écarter ses derniers adversaires. C'est notamment le cas de Liu Shaoqi, président de la république qui décède en prison à l'âge de 70 ans en 1969. Lin Biao, le numéro 2 du parti, meurt dans un accident d'avion alors qu'il fuyait le pays en compagnie de sa famille.

La lutte pour la succession de Mao va commencer en fait 8 mois avant sa mort le 9 septembre 1976. En effet, le nouveau numéro 2 du régime, Zhou Enlai, Premier ministre sans discontinuer depuis 1949, décède à l'âge de 78 ans. Sous son aile protectrice, Deng était revenu dans les bonnes grâces du parti et avait retrouvé en 1973 une place de vice-Premier ministre. Mao se méfie des cadres qui font passer l'économie avant l'idéologie. Voilà pourquoi il ne nomme pas Deng au poste de Premier ministre et lui préfère Hua Guofeng (1921-2008), un fidèle parmi les fidèles. Dès février 1976, le pâle Hua est débordé par les luttes de factions entre les partisans de Deng et la « Bande des Quatre » (conduite par Jian Qing, l'épouse de Mao) qui déborde régulièrement ce dernier sur sa gauche.

Le 5 avril 1976, une manifestation d'hommage à Zhou Enlai se transforme en mobilisation contre les radicaux. Derrière cette agitation, on retrouve la fraction du parti favorable aux thèses de Deng qui est démis de toutes ses fonctions le 7. À partir de la deuxième moitié de juin, l'état de santé de Mao se dégrade profondément et le 9 septembre, le Grand Timonier meurt. Hua Guofeng prend alors la tête de l'État et du Parti. Le 6 octobre, l'armée met sous pression Hua pour arrêter la Bande des Quatre.

³⁵ DOMENACH, J-L. (1992). *Chine : L'archipel oublié*, Fayard, Paris, p. 272.

Fort de son soutien par l'armée, Deng est protégé par le commandant de l'APL à Canton. Il revient après l'arrestation de la « bande des Quatre » en décembre 1976. L'ère des réformes va pouvoir commencer. Deng est soutenu matériellement par l'armée et commence à travailler en coulisses face à Hua qui ne formule aucun projet alternatif pour tourner la page de l'ère maoïste. En février 1977, Hua insiste pour situer son action en conformité avec la pensée de Mao Zedong. En juillet 1977, Deng revient aux commandes car une majorité de dirigeants de l'appareil veulent du changement.

Progressivement, il efface Hua et en décembre 1978, il prend le pouvoir sans effusion de sang ni déferlement de violence dans le pays. En mars 1979, Deng propose une libéralisation économique sans remise en cause des structures politiques de l'État. Le décollage de la Chine pouvait alors commencer. On notera, à titre d'information, que le bilan de Mao a été critiqué officiellement en juin 1981 lors de la 6^e session plénière du 11^e Comité central du Parti communiste chinois. Le bilan est le suivant : « 70 % de positif, 30 % de négatif ».

C'est ainsi qu'ont été formellement reprochés à Mao le Grand Bond en avant, la Révolution culturelle (1966-1976), la dérive autoritaire et le culte de la personnalité. La partie positive (les fameux 70 %) comprend la fondation de la Chine moderne mettant fin à un siècle d'humiliations et de colonisation, son rôle primordial dans La Longue Marche en tant que réorientation stratégique vers la guerre de guérilla, la sinisation du marxisme en tant qu'affirmation des spécificités chinoises dans un cadre théorique provenant de l'extérieur et les premières réformes sociales (réforme agraire, éradication de la féodalité, politique d'industrialisation et émancipation féminine).

Aujourd'hui, l'historiographie officielle chinoise met en avant la succession de trois époques qui ne s'opposent pas entre elles. La période maoïste a permis à la Chine de se tenir debout en réalisant l'indépendance nationale tandis que Deng a permis à la Chine de s'enrichir en assurant la réalisation du droit au développement encore promu aujourd'hui dans les instances internationales par le gouvernement chinois. Aujourd'hui, d'après les dirigeants chinois, l'heure serait à l'affirmation de la puissance chinoise sur le plan géopolitique.

Sur la base de ce long, mais nécessaire, développement historique, on peut dresser les traits saillants du modèle de développement chinois actuellement en vigueur, qualifié par les autorités de « socialisme de marché à caractéristiques chinoises ».

On notera, pour commencer, que ce modèle correspond, lors de sa création en 1979, à un objectif de pacification sociale après plus d'un siècle de violences politiques en Chine. Pour tenter de mesurer cette perspective transformatrice, on commencera par faire un bilan de la violence politique en Chine depuis le milieu du XIX^e siècle alors qu'elle commençait à être confrontée au fait colonial. Ce bilan prend la forme suivante.

Figure 3. Bilan de la violence politique de masse en Chine (1851-1989)

<u>Épisode</u>	<u>Dates</u>	<u>Nombre de morts</u> <u>(moyenne)</u>	<u>Population</u>	<u>Taux de</u> <u>létalité</u>	<u>Létalité/an</u>
Révolte des Taiping	1851-1864	60.000.000	436.000.000	13,76 %	1,06 %
Période de guerres	1927-1949	22.500.000	541.000.000	4,16 %	0,19 %
Grand Bond en avant	1958-1962	30.000.000	600.000.000	5 %	1,25 %
Révolution culturelle	1966-1976	1.000.000	930.000.000	0,11 %	0,01 %
Printemps de Pékin	1989 (avr-juin)	2.500	1.120.000.000	0,00022 %	0,00022 %
Terreur blanche	1927 (avr-oct)	600.000	440.000.000	0,14 %	0,14 %
<u>Total</u>	<u>1851-1989</u>	<u>114.102.500</u>			

Source : BIANCO, L, op.cit. et DOMENACH, J-L, op.cit.

En Chine, les faits de la violence politique de masse, ayant, dans certains cas, entraîné des épisodes de famine, ont, entre 1850 et 1989, causé la mort d'un peu plus de 114 millions de personnes. Les deux épisodes les plus létaux de cette histoire macabre sont le Grand Bond en avant, pour ce qui est de la létalité annuelle (1,25 % de la population sacrifiée chaque année pendant 5 ans), et la révolte des Taiping, pour ce qui est de la létalité globale (60 millions de morts).

Plus spécifiquement, on mettra en évidence, tout d'abord, les crises à létalité massive (plus de 1 % de la population touchée). La plus ancienne est la révolte des Taiping, avec un taux général de 13,76 %. C'est de loin l'événement le plus destructeur. Sa létalité annuelle de 1,06 % montre que chaque année, pendant 13 ans, plus de 1 % de la population totale du pays a péri. En ce qui concerne le Grand Bond en avant, avec un taux général de 5 %, et bien que le nombre total de morts (30 millions) soit inférieur à celui de la révolte des Taiping, sa létalité annuelle est la plus haute du tableau : 1,25 % par an. Cela signifie que la violence démographique a été extrêmement concentrée sur une période très courte (5 ans). La période des grandes guerres (Terreur blanche, guerre civile et deuxième Guerre mondiale) représente un taux général de 4,16 %. Avec une répartition sur 22 ans, cela donne une létalité annuelle de 0,19 %. Ce taux nettement plus bas indique que la crise a agi comme une usure démographique lente et continue, plutôt que comme un choc soudain.

Ensuite, on peut isoler les crises à létalité ciblée ou localisée (moins de 0,2 % de la population touchée). Parmi ces épisodes, on note que le plus meurtrier a été la Terreur blanche avec un taux général de 0,14 %. Sa létalité annuelle est également de 0,14 %. Les deux chiffres sont presque identiques car l'événement a duré un peu moins d'un an (9 mois), ce qui rend la distinction annuelle/générale peu pertinente ici. Il en va tout autrement de la Révolution culturelle qui présente un taux général de létalité de 0,11 %. Étalée sur 10 ans, sa létalité annuelle tombe à 0,011 %.

Mathématiquement, l'impact sur la courbe démographique globale est faible, ce qui montre que les violences ont touché des groupes très spécifiques (intellectuels, cadres politiques) durant une période assez concentrée, globalement entre 1966 et 1968, plutôt que la population de masse. Le dernier épisode de répression de masse en Chine concerne le Printemps de Pékin qui offre un taux général et annuel à 0,00022 %. C'est l'échelle la plus basse du tableau. À cette échelle, le taux annuel n'offre aucun repère concret car la tragédie s'est jouée en quelques jours.

Dissipons les malentendus. Ce tableau n'a évidemment pas pour vocation de valider le modèle politique chinois. En réalité, on peut voir que sur la longue durée, la conjonction d'éléments de socialisme et de libéralisation économique a permis un exercice plus serein du pouvoir en Chine. La généralisation du progrès économique et social a donc fait diminuer la violence de masse en Chine en une période relativement limitée d'un siècle et demi. Ce constat ne permet ni d'exclure ni d'infirmer, tout militantisme mis de côté, que cet apaisement relatif débouchera sur l'émergence d'un fort courant en faveur de la démocratie libérale en Chine. De surcroît, si l'on peut poser qu'un des aspects de contenu et de tension de la nouvelle géoéconomie multipolarisée aura trait aux places respectives de l'État et du marché, force est de reconnaître que les conditions de pacification de la vie politique au cours du XX^e siècle correspondent, de ce point de vue, à des positions sensiblement contrastées en Europe et en Chine.

Réflexion sur le rôle de l'État face aux marchés

En effet, alors qu'en Chine, l'émergence du socialisme de marché correspond d'un point de vue généalogique à l'émergence d'un État fort suite à une situation de guerre civile prolongée et d'effondrement des structures de gouvernance, la pacification de l'Europe, théâtre de deux guerres mondiales au siècle dernier, s'est accompagnée de la promotion de l'idée d'un marché continental unifié. Ce constat implique, au moins à titre d'hypothèse, que l'adoption d'une forme de socialisme de marché en Europe n'a rien d'évident et, à tout le moins, bouleverse des schémas de pensée solidement ancrés, même si la montée en puissance de la Chine s'accompagnera à coup sûr de la diffusion de référentiels de socialisme de marché à l'échelle mondiale.

On notera, pour le surplus, que factuellement, cet aspect de pacification de la société a pour corollaire une forte présence de l'État en Chine au sein de l'appareil productif qui sert de contrepoint à une libéralisation ayant permis une amélioration du taux de croissance du PIB. Les chiffres qui suivent sont, de ce point de vue, très clairs.

Figure 4. Actionnariat et chiffre d'affaires du top 20 des grands groupes chinois (2024)

	<u>Secteur</u>	<u>CA</u> <u>(milliards \$)</u>	<u>Actionnaire(s)</u>
1. State Grid	Électricité	555,3	État
2. China National Petroleum	Pétrole et Gaz	401,9	État
3. Sinopec Group	Pétrole et Gaz	364	État
4. China State Construction	Bâtiment	289,8	État
5. Hon Hai Precision (Foxconn)	Électronique	260	Actionnariat privé/public
6. ICBC	Banque	210,5	État
7. Agricultural Bank of China	Banque	190,7	État
8. China Construction Bank	Banque	188,6	État
9. JD.com	E-commerce	182,1	Richard Liu & Tencent
10. China Life Insurance	Assurances	178,2	État
11. Bank of China	Banque	171,5	État
12. Ping An Insurance	Assurances et Tech	158,6	Privé (Charoen Pokphand Group)
13. China Railway	Infrastructures ferroviaires	150	État
14. China Mobile	Télécommunications	140	État
15. Alibaba Group	E-commerce et Cloud	135	Institutionnels internationaux & Direction
16. China Post Group	Logistique et Services postaux	132	État
17. BYD Company	Véhicules électriques	116,3	Wang Chuanfu (fondateur) & Berkshire Hathaway (USA)
18. Hengli Group	Pétrochimie et Textile	115	Chen Jianhua (fondateur) et famille
19. SAIC Motor	Industrie Automobile	105	Gouvernement municipal de Shanghai
20. Tencent Holdings	Technologie et Jeux vidéo	92	Naspers / Prosus (groupe privé sud-africain)

Source : Fortune China 500 2024 (données année fiscale 2023)

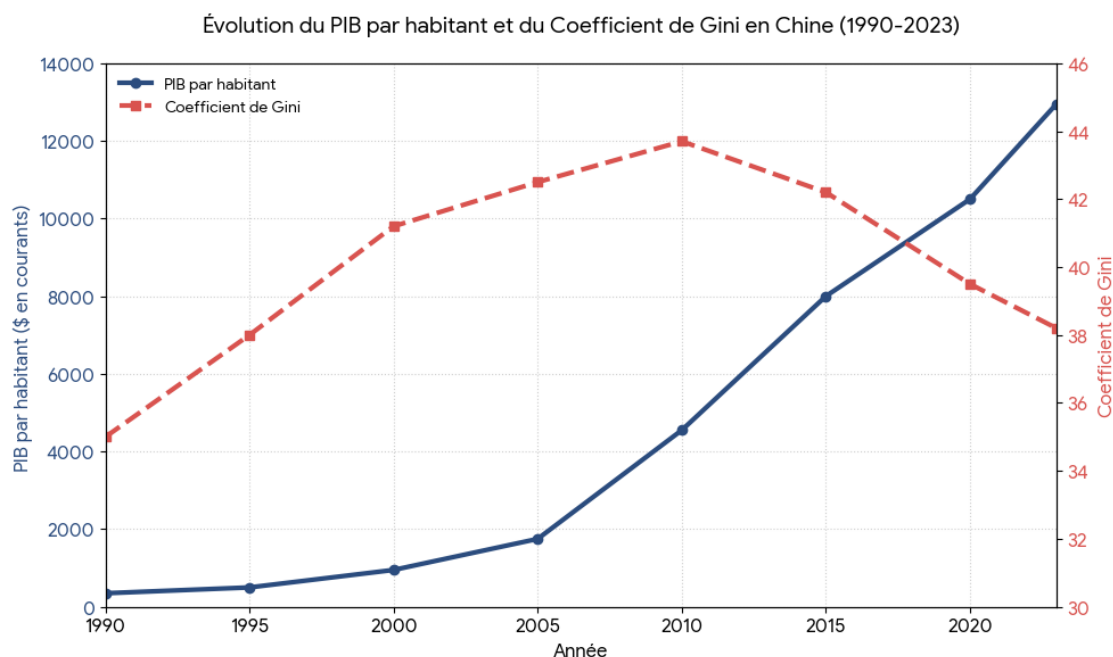
L'État chinois est le principal actionnaire du secteur financier et des grands secteurs stratégiques. Là où des acteurs privés se seraient montrés plus pointilleux avant de financer des projets, le gouvernement chinois s'est montré plus large dans ses critères d'évaluation. D'où la spectaculaire croissance de la production et du revenu dans le pays. Alors que les

dirigeants chinois qualifient leur modèle de « socialisme de marché avec caractéristiques chinoises », la littérature économique parlerait plutôt de capitalisme d'État. Le débat théorique reste ouvert. En tout état de cause, le Politique est davantage aux commandes dans ce type de modèle que dans le capitalisme néolibéral financiarisé. Des plans quinquennaux encadrent la vie économique nationale.

Cette présence importante de l'État correspond, de plus en plus, à un idéal de prospérité commune après que les inégalités aient beaucoup crû sous Deng, comme le prouve le graphique qui suit. Il retrace l'évolution du PIB per capita en Chine en parallèle de celle du coefficient de Gini. Pour rappel, l'indice de Gini caractérise le niveau d'inégalités de revenus au sein d'une société donnée à un moment donné.

Il est toujours compris entre 0 et 100. Un coefficient de Gini égal à zéro correspond à une situation d'égalité parfaite. S'il équivaut à 100, il désigne, au contraire, une répartition absolument inégalitaire des richesses où une seule personne s'accapare l'entièreté du revenu. Dans la vraie vie, le coefficient de Gini est toujours compris entre 0 et 100.

Figure 5. Évolution du PIB/capita et du coefficient de Gini en Chine (1990-2023)



Source : Banque mondiale, 2024 et Bureau national des statistiques de Chine, 2024.

En 1990, le PIB par habitant en Chine se situe, d'après la Banque mondiale, au niveau de 330 \$ par an. La moyenne mondiale, à cette époque, est de 4.300 \$. À cette époque, le coefficient de Gini de la Chine est de 0,35. Il s'agit là d'un grand niveau d'égalité (sans doute dans la pauvreté). La politique d'ouverture de Deng va modifier de fond en comble cette

configuration. En 2010, alors que la crise mondiale fait rage, on constate qu'en à peine une génération, le revenu courant par habitant (4.500 \$) a été multiplié par près de 15 en Chine et que le coefficient de Gini est passé à 0,44.

À ce moment de son développement, la Chine était plus inégalitaire que les États-Unis. Ce seuil est jugé critique par l'ONU. On constate, en effet, que les sociétés dont le coefficient de Gini tourne autour de 40 connaissent souvent des troubles internes graves de cohésion sociale. Depuis une quinzaine d'années, alors que le PIB par habitant continue de croître et atteignait les 13.000 dollars en 2023, le coefficient de Gini avait été ramené à 0,38, une proportion encore comparable à de nombreux pays du Sud global. On peut d'ores et déjà établir un lien entre la question de la réindustrialisation et la régulation *sensu lato* de la finance. Comme nous le verrons plus tard, le secteur bancaire chinois est, en effet, fortement étatisé.

Finance, industrie : un autre réglage à faire advenir

À l'heure où à gauche comme à droite, le positivisme à courte vue fait aujourd'hui des ravages, il est important de prendre du recul. *A contrario*, nous ne ferons pas l'impasse sur un débat épistémologique relatif à ce que l'on appelle l'économie politique, c'est-à-dire l'étude de l'articulation des domaines de la production et de la consommation avec des institutions politiques. À ce propos, il convient de dénoncer l'inanité conceptuelle consistant à vouloir transformer la socio-économie, discipline ayant pignon sur rue, en une sorte de petit plaidoyer *pro domo* pour des structures politisées, par ailleurs, très respectables.

En clair, prétendre « faire de la socioéconomie » en racontant partout, à commencer par soi-même, que cette discipline est intrinsèquement hostile au néolibéralisme constitue une preuve de profond analphabétisme économique. Cela revient, en effet, à ignorer que des auteurs comme Friedrich Hayek (1899-1992) ou Carl Menger (1840-1921), au demeurant, parfaitement libéraux (et l'un d'entre eux est même l'un des promoteurs intellectuels les plus en vue d'une variante particulièrement dure des écoles néolibérales), ont postulé l'importance des institutions dans la conduite des affaires. En l'occurrence, il s'agissait pour ces auteurs, dans la lignée d'Adam Smith et des Lumières écossaises, de penser l'ordre social balisé par des institutions comme résultant d'une évolution spontanée portée par des interactions individuelles.

Ce préambule étant posé, on peut, dans cet esprit de réhabilitation de la nuance (qui n'est assimilée au centrisme idéologique que chez les gens manquant précisément de nuance) poser le plus tranquillement du monde que s'inspirer du modèle chinois en partie sur une question économique ne présuppose pas une volonté de copier le modèle politique de la Chine. Ce dernier définit, en effet, son modèle comme étant « un socialisme de marché » à caractéristiques chinoises.

Commençons donc par l'examen de ces caractéristiques chinoises. Leur intégration nous permet de défendre à côté de certaines caractéristiques socialisantes un modèle politique conçu comme fortement situé sur le plan culturel. Pour comprendre ce point, nous devrions envisager comme une grande opportunité le fait que les Chinois créent un jour une discipline qui s'appellerait « occidentologie ». Ils viendraient chez nous. Ils nous regarderaient de l'extérieur, non sans sympathie. Ils nous photographieraient sous toutes les coutures. Ils évoqueraient sans cesse notre nostalgie pour un passé qui fut jadis glorieux et ils parleraient pour nous de nous dans leurs médias. À l'occasion, l'un ou l'autre de ces « occidentologues » écrirait un livre sur notre quotidien à Bruxelles ou à Rome en mentionnant toujours pour commencer que sa connaissance intime de notre âme si différente lui vient de sa lecture passionnée des Héroïdes d'Ovide. On peut être à peu près certain que bien peu de gens par chez nous apprécieraient cette étrange occidentologie. Autant, dès lors, se l'avouer : nos valeurs politiques ne sont peut-être pas plus universelles que ne l'est la cuisine française. Cela étant dit, rien dans nos contacts avec la Chine et son modèle de développement si singulier ne commande d'y renoncer. Mais c'est évidemment à Rome qu'il faut faire comme les Romains, et bien sûr pas à Pékin. On peut d'ailleurs penser que le niveau inouï de violence politique dans l'histoire récente de la Chine explique sans doute la structure du pouvoir politique dans ce pays. Rien ne suppose, dès lors, de juxtaposer de manière fusionnelle les registres économique et politique d'une comparaison avec le modèle chinois.

Avant de tirer des conclusions forcément partielles, on visera à essayer d'appréhender la réalité de ce modèle chinois. De ce point de vue, l'appellation de capitalisme d'État pose finalement plus de problèmes que de solutions. Pour faire court, le capitalisme d'État désigne un système économique où l'État contrôle une part importante des moyens de production et des grandes entreprises. L'Allemagne du chancelier Otto von Bismarck (1815-1898) possède de forts traits de capitalisme d'État. Cependant, contrairement à la Chine, l'agriculture y était le fait de propriétaires privés. Or, en Chine, les terres agricoles sont généralement de propriété collective sous la direction du Parti-État (l'autonomie réelle des propriétaires collectifs face au Parti étant structurellement nulle, spécialement en cas de conflit), les paysans disposant de droits d'exploitation. Dans ces conditions, parler de socialisme de marché n'est pas conceptuellement déplacé. De surcroît, l'application de plans quinquennaux directifs achève de classer la Chine dans la catégorie des socialismes. Le recours à l'initiative individuelle sur des marchés fortement encadrés exclut cependant assez largement le secteur financier.

C'est pourquoi « les actifs du secteur bancaire chinois s'élèvent à 58 300 Mds USD, soit plus de 320 % du PIB chinois, et représente 29 % du total des actifs bancaires mondiaux. Très hétérogène, le secteur est dominé par six grandes banques d'État (42 % du total des actifs),

issues du démembrement de l'unique Banque nationale dans les années 1980, et qui financent d'abord les plus grandes entreprises publiques par spécialité sectorielle »³⁶.

D'un point de vue structurel, on peut noter l'émergence d'un conflit de modèle entre le capitalisme libéral anglo-saxon fortement financiarisé et le socialisme de marché chinois. Les succès du modèle chinois pourraient d'ailleurs conduire, à l'avenir, à une sorte de dissémination dans des pays occidentaux pourtant réputés néolibéraux. Par exemple, Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement Bpifrance, n'hésitait pas, dans une interview croisée pour le journal *Le Monde*, à revendiquer le fait que « nous devons les traiter [les Chinois] comme ils l'ont fait avec nous dans les années 1990-2000 pour combler leur retard technologique. Ils obligeaient alors nos entreprises à rester minoritaires dans les joint-ventures [partenariats entre entreprises] ; ils exigeaient des transferts de technologie importants ; ils nous imposaient des barrières douanières élevées. Les rôles se sont inversés : dans de nombreux domaines, c'est la Chine le pays développé et nous les pays émergents »³⁷. Voilà qui situe ce haut fonctionnaire, plus socialiste de marché que le socialisme de marché, aux antipodes des promesses scintillantes de la start-up nation.

En 2010, la force des relations commerciales entre l'Italie et la Chine allait grandissante. La Péninsule misait alors beaucoup sur l'Empire du Milieu au point d'ailleurs qu'en 2011, le gouvernement italien attendait que la Chine vienne soutenir sa dette publique alors que Rome vivait le grand marasme de la crise de l'euro³⁸. Un an auparavant, le gouvernement sortait des sentiers battus du néolibéralisme pourtant cher au cœur du premier ministre de l'époque, Silvio Berlusconi, en créant *le Fondo Italiano d'Investimento* SGR (pour *Società di Gestione del Risparmio*, c'est-à-dire en français société de gestion de l'épargne). Le FII SGR n'est ni plus ni moins que la plus importante société de gestion d'actifs (*Società di Gestione del Risparmio*) de capital-investissement en Italie. Son objectif premier vise à soutenir le développement, la diversification et l'ouverture à l'international des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que des industries transalpines. Le FII-SGR procède d'un partenariat public-privé solide. Son actionnaire majoritaire est un acteur public. Il s'agit de CDP Equity (filiale de la *Cassa Depositi e Prestiti*, la banque publique italienne) pour 55 % des actions.

³⁶ Ambassade de France en Chine, Service économique régional de Pékin, Le secteur bancaire en Chine, note envoyée à la Direction générale du Trésor, 8 septembre 2024.
URL: <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/e44534c1-d977-47b7-92ee-77d12d83efc8/files/4e88358a-4a5b-463e-977b-bae959661729>. Date de consultation : 6 septembre 2026.

³⁷ "La Chine peut-elle être un modèle économique pour l'Europe ?" Interview croisée de Nicolas Dufourcq et Alice Ekman, *Le Monde*, édition du 29 mars 2025.

³⁸ *El Economista* (Espagne), Italy asks China to buy its bonds: reports, 13 septembre 2011. URL : <https://www.eleconomista.es/mercados-cotizaciones/noticias/3369574/09/11/Italy-asks-China-to-buy-its-bonds-reports.html>. Date de consultation : 30 août 2026.

Les autres participants sont, à raison de 45 % du capital social, les autres institutions financières importantes de la Péninsule (notamment les géants *Intesa Sanpaolo* et *UniCredit*)³⁹.

Que retenir de ce parcours sur l'importance de remettre la finance au service de l'industrie ? Tout d'abord, on retiendra l'idée que la réindustrialisation reste encore un programme risqué. Ainsi que le confiait Nicolas Dufourcq au journal *Le Monde* : « La Chine est l'usine du monde : l'industrie représente 40 % de son produit intérieur brut (PIB), contre 10 % en France. L'écart est irrattrapable. Pour que la part de l'industrie en France remonte de seulement deux points de PIB, de 10 % à 12 %, France Stratégie estime qu'il faut compter plus d'une douzaine d'années. Les Chinois sont, par exemple, en train de construire cinquante-cinq usines géantes de semi-conducteurs : impossible de suivre ce rythme »⁴⁰. Cet état de choses ne signifie nullement que rien ne doit être fait pour sauver ce qui peut encore l'être, ni, d'ailleurs, pour essayer de reconcentrer certains actifs industriels en cette période de tensions géopolitiques accrues.

Ensuite, si, comme l'estiment certaines voix autorisées, l'ère de l'argent bon marché est bien derrière nous, il vaut mieux renoncer d'entrée de jeu aux utopies. La grande annulation des dettes n'advient pas. De surcroît, même la nationalisation de la totalité du secteur bancaire d'un pays ne permettrait pas d'échapper aux fourches caudines des dispositifs européens de protection de la concurrence. Les aventures financières peuvent, dans ces conditions, coûter très cher.

Ceci étant posé, on ne sous-estimera enfin pas la complexité de la problématique de la réindustrialisation. En effet, l'idée de procéder à des prêts à des taux avantageux, c'est-à-dire en dessous des niveaux de marché, au secteur industriel de la part de groupes bancaires publics ne manque clairement pas de sens mais elle se heurte pour l'heure à la réglementation relative aux aides d'État. De surcroît, si ces emprunts fléchés étaient adressés à des entreprises⁴¹ entrant dans le périmètre de la dette publique pour financer de nouveaux investissements, l'endettement au sens des normes de comptabilité publique européenne augmenterait, ce qui contribuerait à renchérir les coûts de refinancement de la dette publique.

Entendons-nous bien. Notre propos ne consiste pas à dire que l'effort de réindustrialisation est vain. En revanche, il faudra, si l'on veut atteindre cet objectif, réfléchir à des méthodes qui

³⁹ Fondo Italiano, *chi siamo*, URL : <https://www.fondoitaliano.it/chi-siamo/>. Date de consultation: 30 août 2026.

⁴⁰ Interview croisée de Nicolas Dufourcq et Alice Ekman, *Le Monde*, idem.

⁴¹ Dans le jargon Eurostat, on parle d'entités S13.

seront à la fois dans et en dehors du cadre européen, l'enjeu étant de subvertir ce cadre de l'intérieur. Nous sommes bien conscients du caractère abstrait de ce type de recommandations. À vrai dire, réindustrialiser de manière conséquente en raison de tensions géopolitiques majeures n'a rien d'une évidence.

Aussi ne peut-on livrer, si du moins on veut être sérieux, de solutions toutes faites clé sur porte. Il nous apparaît plus judicieux de poser modestement les bonnes questions et de pointer les enjeux qui bloquent les initiatives réindustrialisantes aujourd'hui. Le régime des aides d'État et la financiarisation du financement de l'initiative industrielle constituent, de ce point de vue, deux chantiers auxquels il faudra s'attaquer de manière résolue à l'avenir.

Conclusion

Chacun l'aura compris. S'il est clair que la Wallonie se caractérise par un fort potentiel en termes de réindustrialisation, les éléments structurels mis en jeu par cette réorganisation productive n'ont rien d'évident en termes de *modus operandi*. La financiarisation de nos économies contraint de plus en plus les groupes industriels à se recentrer sur les investissements les plus rentables. Cette liaison entre financiarisation et désindustrialisation posera un immense défi en Europe dans la mesure où, contrairement à la Chine, la pacification du territoire au XXe siècle a eu pour corollaire la référence à un marché unificateur avec les contraintes de fonctionnement que cette corrélation suppose. Pourtant, on peut voir que les réussites économiques de la Chine conduisent déjà en Europe des gouvernements, parfois même marqués à droite, à sortir du logiciel libéral.